

Observatoire des perspectives utopiques

Vague 4

Rapport d'analyse

Mars 2026

Il est de plus en plus fréquemment évoqué l'idée que l'Occident est en attente d'un « nouveau récit », d'une nouvelle utopie, d'un projet collectif mobilisateur et stimulant le désir d'avenir. C'est dans cet esprit que dès 2019, L'ObSoCo s'est lancé, avec ses partenaires, dans l'interrogation des Français afin d'identifier leur degré de perméabilité à des modèles de sociétés idéales tels que portés aujourd'hui par des intellectuels, des acteurs associatifs, des leaders d'opinion, voire des formations politiques. *L'Observatoire des perspectives utopiques* a été mené à trois reprises : en 2019, en 2020 à la sortie du premier confinement, et en 2022, une fois tournée la page de la crise sanitaire.

Au cours de ces trois vagues d'enquête, trois modèles de sociétés utopiques ont été soumis à l'évaluation des Français interrogés, ainsi qu'un certain nombre de « perspectives utopiques » thématiques relatives à l'organisation de la vie économique, au rapport au cosmopolitisme, à l'altérité, au système politique, etc. Aux trois reprises, des trois sociétés utopiques, la société « écologique » se détachait, en fédérant une courte majorité de Français. La société « identitaire-sécuritaire » suivait, alors que l'utopie « techno-libérale » ne recueillait la préférence que d'une faible minorité de répondants.

Pour cette nouvelle vague d'enquête, nous avons souhaité resserrer la focale, rapprocher le terme de la projection, questionner moins sur des « utopies » (fussent-elles « réalistes ») que, plus modestement, sur des « modèles de société ». Concrètement, nous sommes repartis des trois « sociétés idéales » des vagues précédentes mais nous en avons modifié la présentation, en particulier en édulcorant les propositions les plus futuristes ou radicales, et en nous efforçant de mettre en parallèle des points pouvant paraître positifs, les contreparties auxquelles il faudrait consentir. La conséquence immédiate de ce changement de perspective est qu'il n'est plus possible de comparer les résultats avec ceux des vagues précédentes (excepté pour certaines « perspectives » dont le libellé des questions n'a pas été modifié). Si le coût peut sembler élevé, il a comme contrepartie de fournir un état de l'opinion des Français sur un large éventail de sujets susceptibles d'alimenter plus directement le débat politique.

Méthodologie

L'étude a été conduite du 26 mars au 8 avril 2025 sur la base d'un échantillon de 4000 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 75 ans. La représentativité de l'échantillon a été construite par la mise en place de quotas sur les critères suivants : âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, région et taille de l'agglomération de résidence, niveau du diplôme le plus élevé. Les données ont été redressées sur l'ensemble des variables « quotas » afin de pallier les écarts résiduels entre la structure de l'échantillon et celle de l'ensemble de la population.

Toutes les questions comparables avec les précédentes versions de l'étude (L'ObSoCo, le rapport des Français aux perspectives utopiques, 2019 et 2022), sont présentées dans ce rapport. À des fins de comparaisons, tous les scores et divers indicateurs ont été reproduits à l'identique. Toutefois, il est important de noter que la première vague d'enquête (2019) a été réalisée sur un périmètre légèrement différent des deux versions suivantes : 18-70 ans, au lieu de 18-75 ans.

Résumé

Le rapport analyse la manière dont les Français se projettent aujourd'hui dans des **modèles de société** jugés désirables, dans un contexte où l'on évoque de plus en plus le besoin d'un « nouveau récit » collectif. Dans la continuité des travaux de l'**Observatoire des perspectives utopiques** (2019, 2020, 2022), cette nouvelle enquête ne teste plus des « utopies », mais trois **modèles de société** plus concrets, présentés avec leurs **avantages** et leurs **contreparties**, rendant la comparaison directe avec les vagues précédentes en partie impossible.

Les trois modèles de société testés sont les suivants :

- **Société éco-solidaire** : priorité à la transition écologique et à la sobriété (quotas carbone, consommation « moins mais mieux », relocalisation, ESS, participation citoyenne), mais avec des restrictions sur certains modes de vie et des baisses de revenus.
- **Société techno-libérale** : croissance tirée par la science et la technologie, orientations transhumanistes, grandes entreprises mondialisées, État recentré, hausse du pouvoir d'achat mais accroissement des inégalités, responsabilisation individuelle des protections sociales.
- **Société identitaire-sécuritaire** : contrôle strict des frontières, protectionnisme et préférence nationale, valorisation de la culture commune, durcissement pénal et sécuritaire ; contrepartie : hausse des prix et restriction de certains droits (notamment liés aux minorités sexuelles et à la transition de genre).

Chacun des trois « modèles de société » soumis à l'évaluation des Français est décliné autour de **18 propositions** qui en décrivent les différentes facettes (relatives aux modes de vie, à l'organisation de vie économique, au système politique...) que chaque répondant devait noter de -5 à +5 selon son niveau d'adhésion à ce qui lui était présenté. A l'issue de la présentation et de l'évaluation des 18 propositions, il était invité à donner une **note globale** exprimant son degré d'adhésion au modèle de société qui venait de lui être présenté.

Les sociétés **éco-solidaire** (44% sur la base de la note globale) et **identitaire-sécuritaire** (43%) arrivent au coude-à-coude dans les préférences, loin devant le modèle **techno-libéral** (13%). L'**âge** et la **sensibilité politique** se révèlent très influents sur le modèle de société préféré.

Cependant, aucun modèle ne suscite d'enthousiasme massif ni de rejet ferme. L'analyse des réponses révèle surtout la **porosité des préférences** : préférer un modèle ne signifie pas rejeter totalement les autres. Les Français peuvent adhérer à certaines propositions d'un modèle sans le préférer globalement. .

Cette nouvelle vague de l'Observatoire met également en évidence un possible **virage conservateur** : progression des positionnements à droite (et très à droite) depuis 2019, montée du besoin de **sécurité**, d'**autorité**, de **respect des lois** et de **règles morales**. Les mesures sécuritaires (durcissement des peines, vidéosurveillance) sont parmi les propositions les mieux notées. En parallèle, cependant, le **libéralisme culturel** reste élevé : égalité des droits des couples homosexuels majoritairement soutenue, même si l'adhésion recule légèrement et que les thèmes identitaires divisent davantage lorsqu'ils touchent au rapport à l'étranger.

L'enquête montre aussi un **pessimisme fort** : la majorité des Français pense que la vie des générations futures sera pire, et le sentiment de vivre dans un environnement dangereux progresse. Cette inquiétude s'inscrit dans un climat de **défiance systémique** (partis, élus, démocratie jugée dysfonctionnelle). Les Français aspirent davantage à être consultés (référendums, participation locale), mais restent ambivalents entre désir de participation et demande d'un État plus ferme.

Enfin, l'étude propose une segmentation des Français en **6 profils** (dont "réactionnaires", "progressistes verts", "individualistes sécuritaires", "décroissants", "souverainistes sécuritaires", "modernes"). Elle confirme à la fois la profondeur des clivages et l'existence possible d'un **socle consensuel** : aspiration au « consommer mieux », relocalisation partielle des activités de production, exigence de sécurité, et volonté d'être davantage entendu — tout en rejetant fortement certaines dérives (augmentation de l'humain par la génétique, présidentialisme sans contrôle, suppression de l'audiovisuel public).

Sommaire

La position des Français par rapport aux trois modèles de société étudiés	7
Sociétés éco-solaire et identitaire-sécuritaire au coude à coude	8
Des « détracteurs » et des « supporters »	9
Un virage conservateur ?	12
Le positionnement sur l'échiquier politique : virage à droite	12
Sécurité et règles morales...	13
... mais maintien d'un haut niveau de libéralisme culturel...	13
... plus nuancé lorsqu'il s'agit du rapport à l'étranger	14
Les postures à l'égard de l'économie et du social	14
Une difficulté à se projeter dans un futur désirable	17
Des Français (de plus en plus) pessimistes	17
Une perception aigüe des risques globaux	17
Un contexte de défiance systémique	17
Des clivages profonds	19
L'opposition des générations	19
La force du clivage « gauche/droite »	20
Une typologie des Français	23
Les réactionnaires (8 %)	23
Les progressistes verts (15 %)	25
Les individualistes sécuritaires (21 %)	26
Les décroissants (7 %)	28
Les identitaires-souverainistes (12 %)	30
Les modernes (36 %)	31
Existe-t-il des éléments de consensus ?	33
Des groupes irréconciliables ?	33
A la recherche d'un socle consensuel : les convergences sur le désirable	35
A la recherche d'un socle consensuel : les convergences sur ce qui est rejeté	43
Le point de vue de Philippe Moati	46
La profondeur des oppositions est à relativiser	46
Un pessimisme largement partagé	47
La tentation du repli sur soi	48
Pour des modes de vie apaisés	48
L'exigence de sécurité et du respect des règles	48
Un attachement à l'égalité, mais...	49
Le désir de se faire entendre	49
Un observatoire qui devrait être inspirant pour celles et ceux en charge des programmes politiques	50

La position des Français par rapport aux trois modèles de société étudiés

Nous avons donc soumis à l'évaluation des répondants trois modèles de société. Les voici brièvement résumés.

La **société éco-solidaire** donne la priorité à la transition écologique. L'Etat oriente les comportements des personnes et des entreprises vers plus de sobriété. Des quotas carbone sont alloués à chaque individu. La consommation, qui se concentre sur l'essentiel, s'inscrit dans le « moins mais mieux ». Les inégalités reculent, notamment par la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation. Le temps de travail est réduit (mais accompagné d'une baisse des rémunérations), ce qui permet à chacun de développer la production domestique. L'économie de proximité est privilégiée, centrée sur des petites entreprises et des structures de l'économie sociale et solidaire. Dans certains secteurs, les entreprises sont nationalisées. La vie démocratique est marquée par la participation citoyenne, notamment à l'échelle locale. En contrepartie de cet ensemble, les revenus sont en baisse, certains prix sont en hausse, la mobilité automobile, l'habitat individuel, la consommation de viande... sont visés par une réglementation dissuasive.

La **société techno-libérale** est centrée sur la croissance économique tirée par la science et la technologie qui permettront de faire face à la crise écologique, mais aussi dans une perspective transhumaniste d'allonger très sensiblement la durée de vie en bonne santé et, pour les parents, de pouvoir sélectionner certains des caractères de leurs enfants à naître. Le cœur de l'économie repose sur de très grandes entreprises mondialisées et un tissu dense de startups. L'action de l'Etat se replie sur les fonctions régaliennes, le cadre réglementaire est allégé et simplifié, et les individus davantage responsabilisés. Les décisions politiques sont prises par des élus, conseillés par des experts et des chefs d'entreprises, qui ont régulièrement recours au référendum. Le pouvoir d'achat augmente mais les inégalités se creusent, au profit de ceux dont l'engagement et les talents sont recherchés et chacun est invité à prendre en charge les protections initialement assurées par l'Etat providence.

La **société identitaire-sécuritaire** établit un contrôle strict des frontières, à l'égard à la fois des hommes (coup d'arrêt donné à l'immigration) et des marchandises (barrières douanières visant à protéger l'économie domestique). En contrepartie, le prix de nombreux biens et services augmente. Le patrimoine et la culture nationale sont promus. Tous les membres de la société sont tenus d'adopter les normes et valeurs communes. Pour renforcer la sécurité, le gouvernement a fait adopter des lois alourdissant les peines à l'encontre des délinquants, a augmenté les effectifs de police, a déployé des dispositifs de vidéo-surveillance intégrant la reconnaissance faciale... La transition de genre est interdite et l'adoption comme la PMA sont exclusivement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes.

Il y a plusieurs manières d'observer les **préférences** des Français interrogés entre les trois modèles de société. La plus directe consiste dans l'observation **des notes globales données aux trois modèles de société** par les répondants à l'issue de la présentation détaillée qui leur en avait été faite. C'est alors la

société éco-solidaire qui se classe en premier, suivie de près par la société identitaire-sécuritaire. Loin derrière, la société techno-libérale affiche une moyenne négative.

Sociétés éco-solidaire et identitaire-sécuritaire au coude à coude

Moyenne des notes globales attribuées aux trois modèles de société (sur une fourchette de -5 à +5)

(Base totale, 18-75 ans n=4000)

Société éco-solidaire	+ 0,9
Société <i>identitaire-sécuritaire</i>	+ 0,7
Société <i>techno-libérale</i>	- 0,3

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

Le critère de la moyenne des notes données aux 18 propositions relatives aux 3 modèles de société débouche sur des résultats très proches.

Moyenne de la moyenne des 18 notes attribuées aux trois modèles de société (sur une fourchette de -5 à +5)

(Base totale, 18-75 ans n=4000)

Société éco-solidaire	+ 0,9
Société <i>identitaire-sécuritaire</i>	+ 0,8
Société <i>techno-libérale</i>	- 0,3

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

Cette approche par les notes moyennes ne permet pas de saisir comment les préférences des Français se répartissent entre ces trois modèles de société. La répartition des répondants selon la plus haute valeur de la note globale donnée à chacun des modèles¹ fait de nouveau apparaître des sociétés éco-solidaire et identitaire-sécuritaire au coude-à-coude, chacune captant la préférence d'un peu plus de 40 % des Français. A 13 % la société techno-libérale est loin derrière.

Répartition des répondants selon le modèle de société le mieux noté sur la base de la note globale

(Base totale, 18-75 ans n=4000)

Société éco-solidaire	44 %
Société <i>identitaire-sécuritaire</i>	43 %
Société <i>techno-libérale</i>	13 %

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

¹ Les ex-aequo ont été départagés sur la base des moyennes des notes données aux 18 propositions relatives à chacun des systèmes utopiques.

L'identification du modèle de société préféré par la **moyenne des notes données aux propositions** conduit à des résultats très proches : égalité pour les sociétés éco-solidaire et identitaire-sécuritaire, alors que la société techno-libérale est à un niveau plus bas encore.

Répartition des répondants selon le modèle de société le mieux noté sur la base de la moyenne des notes par proposition
(Base totale, 18-75 ans n=4000)

Société éco-solidaire	45 %
Société <i>identitaire-sécuritaire</i>	45 %
Société <i>techno-libérale</i>	10 %

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

Ces modèles de société tendent à susciter **les préférences de publics différenciés**. Les hommes ont plus souvent choisi la société techno-libérale, alors que les femmes ont, plus que la moyenne, privilégié la société éco-solidaire. L'âge est très déterminant. Nous y reviendrons. La société éco-solidaire est surreprésentée chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, alors que c'est la société identitaire-sécuritaire qui l'est chez les ouvriers. Les habitants des villes centres des métropoles ont davantage privilégié la société éco-solidaire, alors que c'est la préférence pour la société identitaire-sécuritaire qui est surreprésentée parmi les habitants des couronnes périurbaines et des communes rurales hors attraction des villes... Mais dans l'ensemble, les **écarts sont modestes**.

L'identification pour chaque répondant de son modèle de société préféré a la vertu de conduire à des résultats simples et tranchés. Elle masque cependant une réalité plus complexe : **la porosité des préférences**.

L'approche consistant à associer chaque répondant au modèle de société qu'il a le mieux noté comporte l'inconvénient de donner l'image de préférences marquées, voire exclusives alors que 1) la préférence pour un modèle de société n'implique pas *ipso-facto* le rejet des deux autres et 2) chaque répondant peut se reconnaître dans certaines propositions relatives à un modèle et pas dans d'autres, ou bien montrer peu de goût pour un modèle de société pris globalement mais adhérer à certaines des propositions qui lui sont associées.

Des « détracteurs » et des « supporters »

Pour chaque modèle de société, nous avons identifié des « supporters » et des « détracteurs » sur la base des notes qu'ils lui ont attribué².

² Pour les détracteurs : -5, -4 et -3 ; pour les supporters : +3, +4 et +5.

Répartition des détracteurs et des supporters des trois modèles de société

	% de "détracteurs" (notes ≤ -3)	% de "supporters" (notes ≥ +3)
Société éco-solidaire		
Note globale	9 %	25 %
Moyenne des notes	2 %	12 %
Société <i>identitaire-sécuritaire</i>		
Note globale	15 %	27 %
Moyenne des notes	4 %	13 %
Société <i>techno-libérale</i>		
Note globale	20 %	12 %
Moyenne des notes	6 %	3 %

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

Premier constat : quel que soit le critère retenu, **aucun de ces modèles de société ne suscite l'adhésion enthousiaste d'une part importante de la population** : au plus, la société identitaire-sécuritaire réunit 27 % de « supporters »³. Néanmoins, **la proportion de « détracteurs », qui expriment donc un net rejet du modèle de société en question, est plus faible encore**. La société techno-libérale se distingue par une proportion de « détracteurs » relativement élevée.

Finalement, **les trois modèles de société testés n'engendrent ni enthousiasme massif, ni ferme rejet**. On observe également que **la préférence affichée pour un modèle de société n'implique pas nécessairement le rejet des deux autres**. Au plus, environ 30 % des répondants sont détracteurs d'un modèle de société qu'ils n'ont pas privilégié. **La société éco-solidaire se détache par une faible proportion de détracteurs parmi les répondants ayant affiché une préférence pour les deux autres modèles de société**. Elle ne compte que 15 % de détracteurs parmi les partisans de la société identitaire-sécuritaire (presque autant que la proportion de supporters) et 13 % parmi ceux de la société techno-libérale. **La société identitaire-sécuritaire, elle, fait face à une proportion relativement élevée de détracteurs dans les rangs des partisans des sociétés éco-solidaire et techno-libérale**.

³ L'approche par les « systèmes utopiques » conduisait à une part de supporters plus élevée, jusqu'à 35 % pour l'utopie écologique.

Répartition de la moyenne des notes par modèle de société selon le modèle de société préféré (moyenne des notes)

Modèle de société préféré	% de "détracteurs" (notes ≤ - 3)	% de "supporters" (notes ≥ + 3)
Société éco-solidaire		
Société éco-solidaire	2 %	40 %
Société identitaire-sécuritaire	28 %	13 %
Société techno-libérale	29 %	8 %
Société <i>identitaire-sécuritaire</i>		
Société éco-solidaire	15 %	14 %
Société identitaire-sécuritaire	3 %	45 %
Société techno-libérale	16 %	13 %
Société <i>techno-libérale</i>		
Société éco-solidaire	13 %	17 %
Société identitaire-sécuritaire	28 %	13 %
Société techno-libérale	6 %	25 %

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

La porosité des préférences se manifeste également à l'échelle du détail des propositions relatives aux trois modèles de société. Des 3x18 propositions, nous avons retenu celles pour lesquelles au moins 30 % des Français sont supporters. **17 propositions** répondent à ce critère. On peut donc considérer qu'elles font l'objet d'un **relatif consensus** au sein de la population. Parmi elles, 9 sont issues du modèle de société identitaire-sécuritaire, 7 du modèle éco-solidaire et 1 du modèle techno-libéral. Nous reviendrons plus bas sur le contenu de ce bloc consensuel.

Même exercice du côté du rejet. Seulement 6 propositions franchissent le filtre d'au moins 30 % de détracteurs. 3 sont issues du modèle techno-libéral, et 3 du modèle identitaire-sécuritaire. Toutes les propositions relatives à la société éco-solidaire comptent moins de 25 % de détracteurs.

Un virage conservateur ?

Rappelons que la modification de la formulation de nombreuses propositions par rapport à celles décrivant les « systèmes utopiques » dans le cadre des vagues précédentes de *l'Observatoire des perspectives utopiques* interdit une comparaison directe des résultats avec ceux relatives aux « modèles de société ». On est cependant tenté de relever que, alors que l'utopie écologique devançait largement l'utopie identitaire-sécuritaire, les sociétés éco-solidaire et identitaire-sécuritaire sont ici au coude à coude, ce qui pourrait indiquer une montée de la sensibilité des Français aux thématiques identitaires et sécuritaires. D'autres aspects de l'enquête viennent soutenir cette hypothèse d'une poussée du conservatisme.

Le positionnement sur l'échiquier politique : virage à droite

Les Français ayant participé à l'enquête ont été invités à se positionner sur une palette allant de « très à gauche » à « très à droite » en passant par « proche des mouvements écologistes ». **La part des Français se positionnant « à droite » est passée de 14 % à 17 % entre 2019 et 2025, et celle des Français se déclarant « très à droite » de 8 % à 14 %.** Ce sont toutes les autres positions sur la palette qui reculent en contrepartie. En termes relatifs, le recul est particulièrement sensible pour le positionnement « proche des mouvements écologistes » qui passe de 5 % à 2 %.

Le refus de se positionner

On a toujours près d'un Français sur trois qui déclare ne se reconnaître dans aucune tendance politique (15 %) ou ne pas s'intéresser à la politique (20 %). Mais ce chiffre global et sa stabilité masquent une progression sensible de la proportion de personnes de moins de 35 ans qui se reconnaissent dans l'éventail proposé (c'est plus encore chez les 18-24 ans), une dynamique qui profite au positionnement « très à droite » et aussi (voire surtout pour ce qui est des 18-24 ans) au positionnement « à gauche » et « très à gauche ».

Le profil des répondants affirmant ne se reconnaître dans aucune tendance est assez proche du profil moyen. Celui des personnes déclarant ne pas s'intéresser à la politique fait ressortir des points saillants. 26 % des femmes interrogées ne s'intéressent pas à la politique (et même 30 % des femmes avec enfants), contre 13 % des hommes. Cette part atteint 26 % parmi les chômeurs et 29 % parmi les autres inactifs (hors retraités). Parmi les actifs, elle est de 25 % chez les CSP- alors qu'elle n'est que de 6 % chez les cadres et professions intellectuelles supérieures et de 12 % les CSP intermédiaires, clivage que l'on retrouve dans la relation décroissante de cette part avec le niveau de diplôme, de revenus et de patrimoine. Les critères géographiques sont moins déterminants. Notons cependant que le désintérêt pour la politique concerne un habitant sur quatre des communes de 20 000 à 100 000 habitants.

Cette dynamique vers la droite profite avant tout au RN. Avec 33 % des répondants qui évaluent à 7/10 ou plus la possibilité qu'ils votent un jour pour cette formation, c'est celle qui, de loin, bénéficie du nombre le plus important de sympathisants selon ce critère. C'est aussi la formation qui compte la plus faible proportion de réfractaires (36 % de notes à 0/10).

Sécurité et règles morales...

Ce déplacement vers la droite des sensibilités politiques trouve un écho en plusieurs endroits de l'enquête qui indiquent des **attentes fortes et en progression en matière de sécurité et d'ordre moral**. En voici quelques illustrations.

A la question « *qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer ?* », les Français interrogés ont placé en tête des 18 choix possibles « **le respect des lois** », avec 41 % (en cumul des trois choix), en très forte progression comparé aux 29 % relevés en 2019. La proposition « *le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants, y compris les mineurs. La justice est accélérée, le temps donné à la défense et au juge pour considérer chaque dossier est considérablement réduit* » (proposition attachée à la société identitaire-sécuritaire) est créditée d'une moyenne sur l'ensemble des répondants de +2,5 (sur une échelle de -5 à +5) qui la classe parmi les propositions les mieux notées. « *Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité. Les lieux publics sont équipés de systèmes de vidéo-surveillance intégrant reconnaissance faciale et fichage de tout comportement suspect* » affiche une note moyenne de +2,1. Dans le même esprit, 48 % des Français interrogés se disent « **disposés à céder un peu de leur liberté pour plus de sécurité** » (46 % en 2019), et 78 % se reconnaissent dans l'affirmation « *nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre de la sécurité* » (66 % en 2019). Ce souhait de sécurité se retrouve même dans la définition du cadre de vie idéal, pour lequel les répondants ont placé en première position ex-aequo « **le sentiment de sécurité** » (42 % en cumul des deux choix possibles, +13 points par rapport à 2019).

Parallèlement, nous observons le renforcement de l'importance accordée au respect des règles morales. Interrogés sur les valeurs qu'elles aimeraient transmettre à leur descendance, les personnes interrogées ont classé en premier « **le respect des règles morales** » (33 % en cumul des deux choix possibles, +2 points par rapport à 2019)). De manière plus marquée encore c'est « *l'apprentissage du bien et du mal, de la morale et des règles de vie en société* » qui est très nettement en tête en réponse à la question « *selon vous, en matière d'éducation des enfants, la priorité doit être donnée à...* » (52 % en cumul des deux choix possibles, +4 points par rapport à 2019). La proposition relative à la société identitaire-sécuritaire « *l'enseignement de l'histoire de France, de la morale et de l'instruction civique est renforcé dans les programmes scolaires* » est créditée d'une moyenne sur l'ensemble des répondants de +2,5 (toujours sur une échelle de -5 à +5), faisant ainsi jeu égal avec l'alourdissement des peines pour les délinquants.

Cette sensibilité aux questions de sécurité et de respect des règles morales se double d'un attrait pour la tradition. « *Tradition* » fait partie des mots les mieux notés parmi les 28 testés (moyenne = 2,1 sur une échelle de -5 à +5, vs +1,6 en 2019). Sur la question des valeurs à transmettre à sa descendance, « **le respect des traditions** » recueille 19 % des suffrages (+5 points par rapport à 2019).

... mais maintien d'un haut niveau de libéralisme culturel...

Dans leur très grande majorité, les Français continuent de faire montre de tolérance et d'acceptation de la diversité, même si l'on décèle en la matière une légère érosion.

Les deux propositions de la société identitaire-sécurité relatives aux restrictions des **droits des homosexuels** sont dans les listes des 5 propositions ayant fait l'objet du rejet le plus net. « *La transition de genre est désormais interdite* » tout comme « *l'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes* » recueillent une moyenne de -0,6.

65 % des Français s'accordent autour de l'idée que « *les couples homosexuels devraient avoir les mêmes droits à tous les niveaux que les couples hétérosexuels* », une proportion qui recule cependant de 7 points par rapport à 2019. 70 % estiment que « *la loi doit reconnaître le droit à chaque individu de vivre et d'exprimer sa différence, quelle qu'elle soit (tant qu'elle ne menace pas la société)* » (en baisse de 3 points). Très fort consensus également concernant la nécessité « *d'aller plus loin dans la dénonciation des violences sexuelles et sexistes faites aux femmes* ». L'adhésion au principe de la discrimination positive à l'égard des femmes ainsi qu'aux minorités discriminées, tout en étant majoritaire, est moins marquée (58 %).

... plus nuancé lorsqu'il s'agit du rapport à l'étranger

La tolérance à l'égard de la diversité est cependant moins affirmée lorsqu'il s'agit du rapport à l'étranger. Si l'on observe donc un relatif consensus autour de la reconnaissance du droit pour chacun de pouvoir exprimer sa différence, les répondants ont noté en moyenne +1,7 « *tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences (culturelles, religieuses, sexuelles...)*. Par exemple, le port de signes religieux est interdit dans l'espace public ». De même, seuls 51 % des Français interrogés sont en accord avec la proposition « *La France s'enrichit de la diversité ethnique et culturelle* », en recul de 7 points par rapport à 2019. Seulement 40 % estiment que « *l'on ne reconnaît pas suffisamment les discriminations dont souffrent les personnes racisées (noirs, maghrébins...)* », soit à peu près autant que les répondants affichant l'opinion contraire. On a même 49 % des personnes interrogées qui se disent d'accord avec « *on accorde trop d'importance aux minorités ethniques, religieuses, sexuelles...* ».

On retrouve cette réserve d'une partie de la population dans l'opinion concernant la manière de traiter réfugiés et migrants. 14 % estiment que « *la France a un devoir d'accueil des migrants, quels que soient leur nationalité et leur statut* » (-1 point par rapport à 2019) et 34 % que « *la France doit accueillir les réfugiés qui sont en danger dans leur pays mais refuser les migrants pour raison économique* » (-3 points), quand 41 % pensent que « *La France ne peut pas recevoir la misère du monde et doit fermer ses portes aux migrants* » (+6 points). La proposition relative à la société identitaire-sécuritaire « *le gouvernement a rétabli un strict contrôle des frontières. Toutes formes d'immigration est désormais interdite. En conséquence, de nombreux secteurs font face à des pénuries de main-d'œuvre (médecins, livreurs, ouvriers du bâtiment...)* » est associée à une moyenne positive de +0,7 (sur une échelle de -5 à +5). Constat proche pour « *la protection sociale (assurance maladie, chômage, aide au logement...) est réformée : elle vise en priorité les personnes d'origine française. Les populations issues de l'immigration ont un accès plus difficile aux soins, ce qui contribue à dégrader le niveau général de santé publique* », proposition créditée d'une moyenne de +0,9.

Parallèlement, on relève un recul de l'adhésion au cosmopolitisme. Par exemple, il n'y a plus que 24 % des Français interrogés qui défendent l'idée qu'il faudrait « *supprimer le système des visas et instaurer la liberté totale pour chacun de voyager et de s'installer dans n'importe quel pays* ». Ils étaient 30 % en 2019.

Les postures à l'égard de l'économie et du social

Le questionnaire de l'enquête permet d'appréhender le rapport que les Français entretiennent avec les inégalités ainsi que leur posture générale à l'égard du système économique et du modèle de développement. Nombre de questions ont été reprises du questionnaire de l'Observatoire des perspectives utopiques, ce qui va permettre d'observer des évolutions.

Les inégalités moins critiquées

Les Français, dans leur ensemble, se montrent **critiques à l'égard des inégalités**. On observe cependant des reculs sur ce point.

En 2019, 74 % des Français interrogés estimaient qu'il convenait de fixer une **limite aux très hauts salaires**. Ils ne sont plus désormais que 68 %. Parallèlement, l'adhésion à la **perspective méritocratique** justifiant les grandes différences de revenus par les différences de talents et d'efforts de chacun, concerne désormais 49 % des répondants, soit 4 points de plus qu'en 2019. De même, la proposition « *la compétition est rude pour accéder aux meilleures places, mais l'effort et le talent individuel sont généreusement récompensés* » est la deuxième la mieux notée de la société techno-libérale, avec une moyenne à +0,9.

En contrepoint, **l'adhésion au soutien aux plus défavorisés recule**. Il n'y a plus que 40 % des répondants qui soutiennent « *qu'il faudrait augmenter le montant des minimas sociaux, des revenus de solidarité [...] quitte à augmenter les impôts ou des cotisations sociales* ». Ils étaient 52 % en 2019. L'adhésion au principe du **revenu universel** est lui aussi en fort recul (de 48 % à 34 %).

Sur une liste de 14 postes de dépenses publiques, seulement 11 % des répondants ont désigné l'aide aux personnes en situation de précarité comme l'un des deux premiers postes devant à leurs yeux bénéficier en priorité d'une augmentation des dépenses. 10 % ont choisi ce même poste budgétaire comme source d'économies à exploiter en priorité, loin derrière la réduction du nombre de fonctionnaires et la réorganisation des services publics (49 %).

La critique du système économique

Les Français interrogés se montrent **très critiques à l'égard du modèle de développement contemporain**. En voici quelques illustrations. 3 répondants sur 4 se disent d'accord avec l'idée « *qu'il est important de pouvoir s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'économie en produisant soi-même, en échangeant entre particuliers* » et que « *dans la société, il faut privilégier l'entraide plutôt que la concurrence* ». Les deux tiers considèrent que « *le moment est venu de donner la priorité à la promotion de modes de vie moins portés sur la consommation et moins consommateurs de ressources non renouvelables* ». A contrario, seul un tiers juge que « *le potentiel de croissance économique et de l'amélioration des conditions matérielles d'existence des populations est sans limite* ». Cependant l'ensemble des **propositions critiques à l'égard du modèle de développement sont en recul**, plus ou moins marqué, par rapport à 2019.

Les Français ayant participé à l'enquête se montrent également **très critiques à l'égard de la consommation**, et de la place qu'elle prend dans la société, même s'ils reconnaissent qu'elle peut être source de plaisir et contribuer au bonheur. A l'échelle individuelle, ils se répartissent entre 32 % qui se disent satisfaits de leur manière de consommer, 17 % seulement qui voudraient pouvoir consommer plus, et 51 % qui aspirent à « **consommer mieux** », dont 32 % qui seraient prêts pour cela à consommer moins. En 2019, on dénombrait 56 % de Français aspirant à consommer mieux.

A une échelle plus microéconomique, invités à choisir parmi 6 **formes d'organisation de la vie économique** celle se rapprochant le plus de leur idéal, seuls 14 % des répondants ont choisi celle qui renvoie au modèle dominant aujourd'hui.⁴ Le modèle économique centré sur le travail indépendant ne rencontre pas non plus une franche adhésion (13 %). Les répondants ont mis en tête (30 %, +2 points par rapport à 2019) une

⁴ « La vie économique est organisée comme aujourd'hui autour du salariat avec une prépondérance des grandes entreprises capitalistes et un tissu de petites et moyennes entreprises »

forme d'organisation dans laquelle la **gouvernance des entreprises s'appuie sur l'ensemble des parties prenantes**⁵.

Enfin, les Français se montrent également **très critiques à l'égard de la mondialisation**. Invités à noter (de -5 à +5) 23 mots selon leur connotation, « mondialisation » se classe en dernier ; avec une moyenne à -0,7 (et seulement 29 % de notes positives) c'est l'un des deux seuls mots à enregistrer une moyenne négative. Les propositions relatives à nos trois modèles de société évoquant la mise en place de protections à l'égard de la concurrence étrangère, la relocalisation de la production, et la reconquête d'une plus grande souveraineté ont recueilli un niveau élevé d'approbation. **Cette posture affecte les attitudes à l'égard de la construction européenne**. Par exemple, dans le modèle de société identitaire-sécuritaire, « *La construction européenne évolue vers moins de politiques communes décidées à Bruxelles et davantage de coopération entre les nations sur une base volontaire, de sorte que la France retrouve davantage de souveraineté, de liberté de décision* » est associé à une moyenne de +2,0 (sur une échelle de -5 à +5). 2 répondants sur 3 considèrent que « *la France a cédé une part trop importante de son autonomie et de sa liberté de décision au profit des instances de l'UE* » et 40 % des Français interrogés rejettent l'idée que « *l'unification européenne devrait être renforcée afin de se diriger vers des Etats-Unis d'Europe* » (contre 36 % qui y sont favorables (-4 points) et 24 % qui n'ont pas d'opinion). 66 % admettent cependant que « *l'UE doit mettre en place de nouvelles politiques communes, notamment en matière de diplomatie et de défense* ».

Peut-on parler d'une droitisation des Français ?

« Il n'y a pas de « droitisation par en bas » » nous dit Vincent Tiberj au terme un patient travail de concaténation de résultats de différentes enquêtes sur le temps long. Il montre que, tendanciellement, la position des Français relative à l'homosexualité, à la place des femmes dans la société, leur tolérance à l'égard des immigrés et des minorités se sont sensiblement améliorées. Le constat est moins clair quant à la position des Français sur le plan de la redistribution.

Les résultats de l'Observatoire ne remettent pas en cause le diagnostic de V.Tiberj. On y retrouve de la tolérance à l'égard des minorités sexuelles, l'attachement à la reconnaissance des droits individuels, mais aussi leur attachement aux limites données aux inégalités. Le rapport à l'étranger et à l'immigration est cependant beaucoup plus clivé. L'Observatoire met également un lumière un point important, pas frontalement abordé par Tiberj, mais qui va dans le sens de sa thèse, la présence largement partagée d'une posture critique à l'égard du fonctionnement de l'économie.

En revanche, nous observons pour l'ensemble de ces thèmes une tendance au recul durant la période couverte (2019-2025). Effet de contexte, par nature réversible, ou véritable retournement de tendance ? Il est trop tôt pour le dire. Mais il semble difficile de balayer d'un revers de la main l'idée de « droitisation » des Français, à tout le moins si ce terme est à entendre davantage comme une dynamique que comme un état. En outre, la thématique de la sécurité et celle de l'adhésion aux règles morales sont traditionnellement associées aux sensibilités de droite. Celles-ci ne sont pas couvertes (ou imparfaitement car noyées dans un ensemble plus vaste) par les indicateurs de Tiberj. En la matière, il n'y aucune ambiguïté quant au sens de la dynamique, voire à la position d'une majorité de Français.

⁵ « La vie économique est organisée autour d'entreprises dont les stratégies sont définies conjointement par les actionnaires, les salariés, les pouvoirs publics, les représentants des consommateurs... »

Une difficulté à se projeter dans un futur désirable

Le positionnement des Français par rapport aux différents modèles de société ainsi que son évolution est à rapprocher d'un haut niveau de pessimisme nourrissant une difficulté à se projeter dans un futur désirable.

Des Français (de plus en plus) pessimistes

Interrogés sur la vie qu'auront leurs enfants ou petits-enfants, seuls 9 % anticipent qu'elle sera meilleure que la leur, alors que 57 % la devinent « *pire dans l'ensemble* ». Ils étaient 53 % à penser cela en 2019. C'est donc le sens de la flèche du progrès qui semble s'être inversé, ce que confirme le fait que, à 62 %, les Français s'accordent à penser que « *de manière générale, c'était mieux avant* » (56 % en 2019). Ce pessimisme se retrouve, à une échelle cependant moins marquée, lorsqu'il s'agit de se projeter personnellement dans l'avenir : 45 % des Français interrogés désapprouvent la proposition « *quand je pense au monde dans les années qui viennent, je me dis que l'avenir est plein d'opportunités et de nouvelles possibilités* » (contre 40 % de l'avis contraire). Les femmes se montrent ici plus souvent pessimistes que les hommes (50 % vs 40 %)

Une perception aigüe des risques globaux

Comment expliquer ce pessimisme ? Une piste d'explication réside dans le fait que 79 % des Français interrogés affirment « *avoir l'impression de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux* » (74 % en 2019, avec une part de ceux qui se disent « *tout à fait d'accord* » qui passe de 27 % à 42 %). Il faut bien reconnaître que la liste des risques globaux est longue et anxiogène. Invités à noter, de 0 à 10, 8 scénarios catastrophes selon le niveau de probabilité qu'ils leur associent, celui qui est perçu comme le moins probable – « *une catastrophe nucléaire de très grande ampleur* » - a quand même reçu une note supérieure ou égale à 5 de la part des deux tiers des répondants. Près de 50 % ont noté 7 ou plus le risque d'une multiplication des foyers terroristes à travers le monde, un réchauffement climatique dépassant les 4 degrés et son lot de conséquences en cascade, et la multiplication des dictatures dans le monde.

Un contexte de défiance systémique

Ces risques globaux sont d'autant plus mal vécus que l'on doute de notre capacité collective à les contenir. 81 % des Français n'ont pas confiance dans les partis politiques, 73 % dans les députés et le sénateurs (le gouvernement n'a pas été testé...). Cette défiance à l'égard du corps politique s'accompagne d'une opinion négative relative au fonctionnement de la démocratie en France : 71 % estiment qu'elle ne fonctionne pas bien (dont 29 % « pas bien du tout »). Les raisons mises en avant pour justifier cette évaluation sont nombreuses et relativement consensuelles. Le personnel politique est sévèrement mis en cause : 87 % des personnes qui estiment que la démocratie fonctionne mal (soit 62 % de l'ensemble des Français) pensent que « *les hommes politiques privilégient leurs intérêts personnels* » et 79 % les jugent incompétents. La verticalité de la gouvernance du pays est également pointée du doigt. Pour 87 % des mêmes personnes, « *les dirigeants ne connaissent pas suffisamment les besoins de la population* » et pour 86 % « *la*

population n'est pas suffisamment consultée ». 3 sur 4 pensent que « *l'Etat devrait se concentrer sur l'essentiel et faire confiance aux citoyens et aux entreprises pour le reste* ». Une large majorité de Français estiment ne pas être respectés « *en tant que citoyens(nes) par le gouvernement et le parlement* » (72 %) et en tant que contribuables (62 %).

Les personnes ayant déclaré ne se reconnaître dans aucune des nuances de la palette allant de « très à gauche » à « très à droite » ainsi que celles affirmant ne pas s'intéresser à la politique sont plus critiques encore que l'ensemble de la population quant au bon fonctionnement de la démocratie. Mais alors que les premières se montrent particulièrement sévères sur l'ensemble des facteurs associés aux défaillances de la démocratie, les secondes se distinguent par une proportion importante de « sans opinion ».

De manière cohérente, interrogés sur **le système politique idéal**, les Français placent largement en tête « *un système où les décisions sont prises à l'issue de référendums recueillant la volonté de la population* » (59 % en cumul des deux choix possibles), alors que le système politique actuel (« *un système où les décisions sont prises de manière autoritaire par des professionnels de la politique élus* ») ne recueille que 14 % des suffrages. On décèle cependant une tension entre, d'une part, **la critique de la verticalité du pouvoir** et le **désir de pouvoir faire entendre sa voix** et, d'autre part, le souci de la sécurité exprimé par une large part de la population. Ainsi, 48 % des Français interrogés se disent « *disposés à céder un peu de leur liberté pour plus de sécurité* » et 72 % s'accordent autour de l'idée que « *nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité* ». Cependant, la proposition attachée à la société identitaire-sécuritaire « *Une révision de la constitution permet au Président de prendre plus de décisions importantes sans contrôle du parlement, sans exclure un plus grand recours aux référendums ou au plébiscite, au risque de menacer la justice et l'indépendance de la presse* » est rejetée par une large majorité des personnes interrogées.

La défiance s'étend aux grands acteurs de l'économie (des géants du numérique, aux enseignes de la grande distribution, en passant par les grandes marques de l'agro-alimentaire). Bref, **on se défie des élites qui pilotent le « système »** alors que les petits acteurs, comme les artisans-petits commerçants ou les paysans, affichent de très hauts niveaux de confiance. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que 76 % des Français approuvent la proposition selon laquelle « *il est important de pouvoir s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'économie en produisant soi-même, en échangeant entre particuliers et/ou en organisant des filières avec des petits producteurs* » (+4 points). Même **le rapport à la science et à la technologie est teinté d'inquiétude**. Certes, 68 % des répondants font confiance aux scientifiques, mais 55 %, « *en pensant aux découvertes scientifiques et aux innovations technologiques à venir, s'inquiètent pour le devenir de l'humanité* ». 60 % sont même favorables à l'application du principe de précaution aux avancées de la science, quitte à en ralentir le rythme (en recul cependant de 6 points par rapport à 2019). **La perspective d'un Homme augmenté par la technologie est massivement rejetée**, et la moyenne des notes données en réaction à « *intelligence artificielle* » est négative. Finalement, seul 1 Français sur 3 considère que « *l'humanité est suffisamment raisonnable pour réussir à faire face aux défis qu'elle a à relever* » (en progression de 4 points).

Des clivages profonds

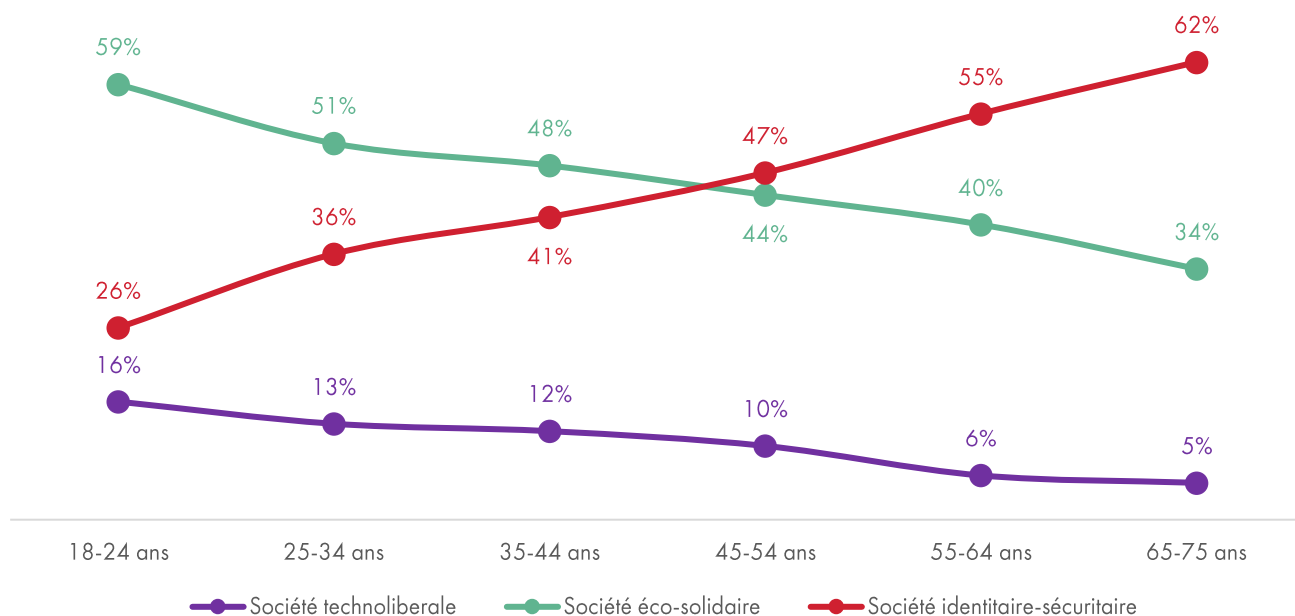
Nous avons jusqu'ici présenté des traits saillants des résultats de l'enquête à l'échelle de l'ensemble de la population française. Les chiffres globaux masquent cependant des clivages profonds sur plusieurs sujets.

L'opposition des générations

Un premier clivage, très marqué, renvoie à l'âge des répondants.

Quelle que soit la manière d'appréhender les préférences à l'égard de nos 3 modèles de société, l'âge se révèle très discriminant. Un **chassé-croisé est observé entre la société éco-solidaire et la société identitaire** à mesure que l'on avance dans les tranches d'âge. Sur la base de la moyenne des notes, 59 % des 18-24 ans affichent une préférence pour la société éco-solidaire. Cette part baisse ensuite régulièrement pour tomber à 34 % chez les 65-75 ans. A l'inverse, 62 % de ces derniers préfèrent la société identitaire-sécuritaire pour seulement 26 % chez les 18-24 ans. La part des répondants exprimant une préférence pour la société techno-libérale est trois fois plus élevée chez les 18-24 ans (16 %) que chez les 65-75 ans (5 %). L'Observatoire des perspectives utopiques montrait le même effet d'âge concernant les trois « sociétés idéales » testées, mais avec une ampleur plus modérée que ce qui est observé ici.

Le modèle de société préféré selon les tranches d'âge (moyenne des notes)



Source : © L'ObSoCo, mars 2026

Ces écarts en fonction de l'âge se retrouvent sur un grand nombre de thèmes abordés dans l'enquête. Sur celui de la **sécurité**, d'abord. Le sentiment de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux progresse avec l'âge, de même que le souhait d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et

de la sécurité (62 % chez les 18-24 ans, 84 % chez les 65-75 ans). La proposition relative à la société identitaire-sécuritaire « *les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité. Les lieux publics sont équipés de systèmes de vidéosurveillance intégrant reconnaissance faciale et fichage de tout comportement suspect* » est associée à une proportion de supporters croissante avec l'âge, passant de 28 % chez les 18-24 ans à 61 % chez les 65-75. Ce sont les plus âgés qui se montrent le plus massivement attachés au **respect des règles morales et à la tradition**. Dans le registre des valeurs à transmettre, 46 % des 65-75 ans ont mis en avant le respect des règles morales contre seulement 17 % chez les 18-24 ans. 65 % des 65-75 ans ont choisi « *l'apprentissage du bien et du mal, de la morale et des règles de vie en société* » en réponse à la question relative aux priorités qu'il conviendrait d'adopter quant à l'éducation des enfants ; c'est seulement 31 % chez les 18-24 ans. Dans ce registre de valeurs, **les jeunes ont plutôt tendance à mettre en avant la solidarité et l'épanouissement personnel**. Un clivage générationnel est également perceptible au plan du libéralisme culturel, du rapport à l'altérité et du cosmopolitisme. Ainsi, 65 % des 18-24 ans estiment que la France s'enrichit de la diversité ethnique et culturelle, contre 42 % pour les 65-75 ans. 3 jeunes sur 4 considèrent que les couples homosexuels devraient avoir les mêmes droits à tous les niveaux que les couples hétérosexuels, contre 54 % chez les 65-75 ans. De même, si à 55 % les 65-75 ans jugent qu'« *on accorde trop d'importance aux minorités techniques, religieuses, sexuelles* », ce n'est le cas que de 37 % des 18-24 ans. Les opinions concernant l'accueil de migrants sont également très contrastées. Seulement 22 % des 18-24 ans pensent que la France doit fermer ses portes aux migrants ; c'est 46 % chez les 65-75 ans, et même 51 % chez les 55-64 ans.

Si le rapport au système politique est assez peu sensible à l'âge, on observe que **la disposition à s'investir dans la vie publique est plus forte chez les moins de 35 ans** que chez les répondants plus âgés, ce à toutes les échelles mais de manière particulièrement marquée à l'échelle nationale (42 % pour les 18-24 ans ; 21 % chez les 65-75 ans). **L'âge est moins clivant pour ce qui est du rapport au modèle de développement, à l'organisation de la vie économique ou du rapport au travail**. Ce sont les plus âgés qui se montrent les plus critiques à l'égard du modèle de développement et les 25-44 ans qui le sont le moins. Les 18-24 ans se démarquent par une plus forte proportion d'individus aspirant à être chef d'entreprise ou travailleur indépendant (respectivement 15 % et 21 % vs 7 % et 15 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon)

La force du clivage « gauche/droite »

N'en déplaise à celles et ceux qui affirment que le clivage « gauche/droite » est dépassé, il est très perceptible dans les résultats de l'enquête. Rappelons que 35 % des Français interrogés ont déclaré ne pas s'intéresser à la politique ou ne se reconnaître dans aucune tendances politiques (exprimées sous la forme d'une palette allant de « très à gauche » à « très à droite », en passant par « proche des mouvements écologistes ») et 6 % ont refusé de répondre⁶.

Le rapport aux modèles de société

Le modèle de société éco-solidaire est préféré aux deux autres par 85 % des répondants « proches de mouvements écologiques » et « très à gauche ». Cette part est encore de 74 % pour ceux se plaçant à

⁶ Sur les 59 % qui se sont positionnés, la répartition est la suivante : « très à gauche » : 3 %, « à gauche » : 14 %, « au centre » : 8 %, « à droite » : 17 %, « très à droite » : 14 % et « proche des mouvements écologistes » : 2 %.

gauche, puis elle diminue rapidement pour tomber à 13 % chez ceux se situant « très à droite ». L'adhésion à la société identitaire-sécuritaire suit le chemin inverse : de 80 % « très à droite » et 61 % « à droite », à 6 % « très à gauche » et 9 % pour les personnes se disant proches des mouvements écologistes. Les écarts sont moins marqués concernant le modèle techno-libéral qui a été préféré, au maximum, par 10 % des répondants se situant « au centre » et « à droite » et au minimum par 6 % de ceux se positionnant « très à droite » ou « proches de mouvements écologistes ». Ce modèle de société a également été préféré par 14 % des répondants ayant déclaré ne pas s'intéresser à la politique et 18 % de ceux qui ont refusé de répondre à la question.

Le rapport au système politique

Le sentiment de ne pas du tout être respecté en tant que citoyen(ne) est lui aussi très sensible au positionnement politique : 54 % pour les personnes se situant « très à droite », 44 % pour celles « très à gauche », mais seulement 11 % pour celles se positionnant « au centre ». Un schéma très proche est observé pour le sentiment de respect en tant que contribuable, mais aussi – de manière moins marquée – pour le sentiment d'être respecté(e) « par les gens en général »⁷.

Rappelons que seuls 29 % des Français interrogés estiment que la démocratie fonctionne bien en France. Mais cette part s'élève jusqu'à 60 % parmi les répondants se situant « au centre ». Elle tombe à 25 % par ceux « très à gauche » et à 16 % parmi ceux « très » à droite ». Plus de 40 % des personnes se positionnant « à gauche » ou « au centre » voient dans le régime des experts le système politique idéal (sur 2 choix possibles). Cette part atteint même 55 % parmi les personnes proches des mouvements écologistes. Les répondants « très à droite » ont exprimé à 73 % une préférence pour un système centré sur le recours au référendum. Ils sont suivis d'assez près par les personnes proches de mouvements écologistes ainsi que par celles qui ne se reconnaissent dans aucune tendance. C'est « au centre » que ce système est le moins prisé (45 %).

Le rapport à la sécurité et à l'altérité

Sans surprise, la sensibilité politique est très étroitement associée aux positions sur des sujets tels que la sécurité, l'ordre morale ou le rapport à l'étranger.

L'examen des évaluations des propositions relatives au modèle de société identitaire-sécuritaire révèle une proportion de supporteurs (notes supérieures ou égales à +3 sur une échelle de -5 à +5) parmi les personnes se situant « très à droite » qui dépasse les 2/3 pour celles les plus directement reliées à la sécurité et aux étrangers. Généralement, les personnes « à droite » ne sont pas très loin derrière. Par exemple, la proposition qui évoque l'alourdissement des peines à l'encontre des délinquants dans le cadre d'une justice plus expéditive rassemble 73 % de supporteurs parmi les personnes « très à droite » (et 65 % parmi celles « à droite »), alors que cette part tombe 15 % pour les personnes proches des mouvements écologistes et 13 % pour celles « très à gauche ». La perspective de l'interdiction de toute forme d'immigration rassemble 68 % de supporteurs « très à droite » (et 42 % « à droite »), pour seulement entre 11 % et 16 % « très à gauche », « à gauche » et proches de mouvements écologistes. De manière cohérente, 81 % des répondants « très à droite » estiment que la France doit fermer ses portes aux migrants (51 % « à droite ») contre 16 à 18 % « très à gauche », « à gauche », « au centre » et proches des mouvements écologistes. Plus globalement, un score

⁷ 25 % des répondants éprouvent le sentiment de n'être plutôt pas ou pas du tout respectés par « les gens en général ». Cette part atteint 30 % « très à gauche », 31 % « très à droite », et 30 % parmi les personnes affirmant ne pas s'intéresser à la politique, à comparer au minimum à 17 % « au centre ».

de posture à l'égard des discriminations et de l'inclusivité a été construit sur la base des réponses à une série de questions approchant les thèmes du libéralisme culturel et du rapport aux discriminations. Au terme d'une discrétisation de cet indicateur, il révèle que 78 % des répondants très à droite sont associés à un score négatif (67 % pour ceux « à droite »). A l'opposé, on compte plus de 80 % de répondants affichant un score positif parmi ceux se positionnant « très à gauche », « à gauche » ou proches des mouvements écologistes. Quant aux valeurs que l'on souhaiterait transmettre à sa descendance, « *la solidarité avec les autres* » et « *le respect de la nature* » ont été beaucoup plus souvent retenus par les répondants situés « très à gauche », « à gauche » et proches des mouvements écologistes. « *Le respect des traditions* » et « *le respect des règles morales* » sont surpondérées dans les réponses des répondants « à droite » et « très à droite ». « An centre », comme « à droite », « *le goût de l'effort* » a été mieux évalués que par le reste de la population.

Le rapport à la consommation

Le matérialisme et le consumérisme sont davantage présents à droite qu'à gauche. Parmi les facteurs associés à une vie réussie, le poids du confort matériel et de la réussite sociale progresse à mesure que l'on se déplace vers la droite de la palette des sensibilités politiques (de 13 % parmi les répondants proches de mouvements écologistes à 37 % parmi ceux situés « très à droite »). 47 % des personnes « très à droite » adhèrent à l'idée selon laquelle consommer plus rend plus heureux, pour seulement 18-20 % pour celles « très à gauche » et « proches des mouvements écologistes ». L'aspiration à « consommer moins mais mieux », qui atteint 58 % parmi les personnes proches des mouvements écologistes, et 43 % parmi celles qui se placent « très à gauche » ou « à gauche », ne concerne que 23 % de ceux positionnés « très à droite » et 29 % « à droite ». Enfin, le mot « hypermarché » résonne favorablement aux oreilles des répondants « à droite » et « très à droite », alors qu'il est perçu fraîchement ou même négativement chez ceux qui se placent « à gauche », « très à gauche » ou proches de mouvements écologistes.

Une typologie des Français

Une autre manière de rendre compte des différences de postures et aspirations à l'égard des modèles de société qui n'implique pas de partir de critères a priori consiste à bâtir une typologie⁸. La typologie présentée ici a été construite à partir des notes fournies par les répondants aux 3x18 propositions décrivant les trois modèles de sociétés. Ont ensuite été projetées sur les groupes ainsi constitués les réponses aux autres thèmes abordés dans l'enquête. Cette méthode présente l'avantage de prendre en compte le détail des préférences de chacun des répondants sans les enfermer a priori dans le modèle de société qu'ils ont globalement le mieux évalué.

Les Français interrogés ont ainsi été répartis en 6 groupes.

Les réactionnaires (8 %)

Très pessimistes et peu satisfaits de leur existence, les « réactionnaires » sont profondément attachés à la sécurité et à l'identité nationale. Ils se montrent particulièrement hostiles aux évolutions sociétales (lutte contre les discriminations et politiques d'inclusivité), à l'écologie militante et aux nouvelles technologies, qu'ils perçoivent comme des menaces pour l'ordre auquel ils sont attachés. Ils défendent une forme d'ordre moral populaire, fondé sur la tradition, qui ne passe pas forcément par un État fort.

Ce groupe est celui qui affichent **les positions les plus tranchées**. Comme son nom le laisse entendre, il se caractérise d'abord par le **très fort niveau d'adhésion de ses membres au modèle de société identitaire-sécuritaire**, qui est le modèle préféré par 83 %⁹ d'entre eux (contre 14 % pour le modèle éco-solidaire et 3 % pour le techno-libéral).

Ils affichent une adhésion très forte à la plupart des propositions de la société identitaire-sécuritaire, en particulier celles qui renvoient à la **protection de la morale et des valeurs traditionnelles**. Cette logique de fermeture se retrouve dans le désir de voir la France recouvrir davantage de souveraineté au sein de l'UE. Ils sont cependant dans l'ensemble défavorables à la mise en place d'obstacles aux importations. C'est le seul groupe de la typologie qui ressort avec une note moyenne positive (+1,0) pour l'exclusion des couples homosexuels de l'accès à la PMA et l'interdiction de la transition de genre (+1,3). Les « réactionnaires » sont partisans de la **préférence nationale** dans l'accès à la protection sociale et à l'emploi, assortie de **l'arrêt de l'immigration** (ce que l'on retrouve dans une posture très hostile à l'accueil des migrants). S'ils sont manifestement **très en attente de sécurité**, ils sont battus sur ce terrain par d'autres groupes de la typologie.

⁸ La typologie a été établie au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP) des notes données à chacune des propositions décrivant les modèles de sociétés étudiés. Une classification ascendante hiérarchique (CAH) a ensuite été effectuée à partir des résultats de l'ACP. Afin de corriger les biais de notation – la propension des répondants à donner des notes systématiquement très hautes ou systématiquement très basses par exemple – les données ont été centrées par rapport à la moyenne de l'ensemble des notes données par le répondant.

⁹ Sur la base des notes données à l'ensemble des 18 propositions.

C'est clairement le groupe de la typologie qui affiche le plus **net rejet du modèle de société éco-solidaire**. En particulier, c'est le seul à afficher une moyenne négative sur des propositions telles que la transition des politiques publiques de la recherche de la croissance à celle du bien-être social et de la protection de l'environnement, la mise en place d'une démarcation entre besoins nécessaires et consommations superflues (47 % de détracteurs), ou une alimentation à 100 % bio. Seules trois propositions recueillent l'approbation d'une part significative des « réactionnaires » : la participation des citoyens aux décisions politiques, prises localement et, dans une moindre mesure, une consommation tournée davantage vers la qualité que la quantité.

Les « réactionnaires » sont également ceux qui **rejettent le plus fermement le modèle techno-libéral** dans la quasi-totalité de ses dimensions. Une seule proposition trouve grâce à leurs yeux : la suppression des taxes sur la fortune et sur les successions (+2,2, avec 62 % de supporters).

Les autres questions de l'enquête confirment les orientations souverainistes des membres de ce groupe, leur fermeture à l'altérité et leur rejet de l'immigration, un système de valeur orienté vers la morale et la tradition les conduisant se montrer hostiles aux évolutions sociétales (lutte contre les discriminations et politique d'inclusivité). C'est le groupe qui affiche le plus haut niveau de pratique religieuse. Ses membres font montre d'un degré d'acceptation des inégalités sensiblement plus élevé que la moyenne. Ils sont très peu concernés par les questions écologiques qui semblent même être pour eux un repoussoir. Près d'un sur deux est climato-septique...

Les « réactionnaires » sont à 56 % des hommes. Ils sont relativement âgés et les 18-24 ans ne représentent que 3 % des membres de ce groupe (vs 11 % au total). Les retraités sont donc surreprésentés à l'inverse des diplômés du supérieur. Leur répartition par tranche de niveau de vie est proche de la moyenne, mais ils sont relativement nombreux à exprimer le ressenti d'une contrainte budgétaire forte ou très forte. Peu parmi eux déclarent vouloir consommer moins mais mieux. Leur répartition géographique se distingue peu de celle de l'ensemble des Français, mis à part un petit déficit des habitants des villes centres des métropoles au profit de ceux des couronnes péri-urbaines et des communes hors attraction des villes.

Politiquement, 34 % des « réactionnaires » se placent « très à droite » (14 % à l'échelle de l'ensemble des répondants). Ils ne sont que 5 % à se placer « au centre » et 7 % « très à gauche » ou « à gauche ». Aucun ne s'est déclaré proche des mouvements écologistes. C'est le groupe qui affiche le plus fort pourcentage de personnes déclarant ne se reconnaître dans aucune tendance politique (21 %). Pour autant, 54 % sont des sympathisants du RN, 19 % de Reconquête, des proportions très au-dessus de ce que l'on observe dans les autres groupes de la typologie. C'est aussi le groupe où l'on compte la plus forte proportion de personnes estimant que la démocratie française fonctionne mal (88 %), d'abord du fait d'un personnel politique soucieux de ses propres intérêts et ne connaissant pas suffisamment les besoins de la population.

Les « réactionnaires » sont sensiblement **plus pessimistes que l'ensemble des Français**. Ils sont près de 80 % à penser que « c'était mieux avant ». Ils sont associés au plus faible score de foi dans le progrès et la science. Ils se distinguent également par un **niveau de satisfaction à l'égard de la vie, en moyenne, très inférieure à celle des autres groupes**. C'est aussi le groupe où l'on trouve **le plus grand nombre de personnes exprimant le sentiment de ne pas être respectées**. Ensemble, ils affichent les plus hauts niveaux de défiance à l'égard de l'ensemble des acteurs incarnant « le système » (y compris les intellectuels). Ils expriment un haut niveau de fatigue informationnelle.

Les progressistes verts (15 %)

Les « progressistes verts » incarnent une vision progressiste (notamment, foi dans la science et la technologie), écologiste et sociale de la société. Ils mettent en avant l'écologie, le partage et la justice sociale, sans nécessairement remettre en cause la croissance. Ils sont relativement peu critiques à l'encontre des institutions et du rôle de l'Etat. Ils se sentent plutôt bien intégrés dans la société actuelle, affichent un niveau élevé de satisfaction à l'égard de l'existence et leur regard sur le futur est plutôt optimiste.

A l'autre extrémité du spectre les « progressistes verts » se distinguent par leur **adhésion au modèle de société éco-solidaire**, qui est le modèle préféré de 72 % d'entre eux. 20 % préfèrent le modèle identitaire-sécuritaire et 8 % le modèle « techno-libérale » auquel ils accordent la moyenne des notes la plus élevée des 6 groupes de la typologie (+0,9).

Le degré d'adhésion aux différentes propositions afférentes au modèle éco-solidaire est généralement très élevé. Il est cependant souvent légèrement en retrait par rapport à celui des « décroissants » (voir infra). Ils ont été particulièrement séduits par les aspects relatifs aux modes de consommation : « moins mais mieux », consommation collaborative et faire soi-même. Ils sont également séduits par un système politique dans lequel les décisions sont prises localement avec la participation des citoyens.

Au sein du modèle de société identitaire-sécuritaire, ils ont évalué favorablement - mais moins que d'autres groupes de la typologie - le renforcement de la place de l'histoire et de la morale à l'école, l'alourdissement des peines à l'égard des délinquants et l'augmentation des effectifs de police, ainsi que le remplacement du RSA par un service civique obligatoire. Ils sont dans l'ensemble également favorables à une politique publique qui favoriserait le petit commerce au détriment des grandes surfaces. Comparativement aux autres répondants pris globalement, les « progressistes verts » se montrent moins hostiles à l'idée de réserver la PMA aux couples hétérosexuels, plus favorables à une politique tarifaire protégeant des importations et au recentrage de la politique culturelle sur le patrimoine et les traditions.

Leur adhésion aux propositions relatives au modèle techno-libéral - excepté celle relative aux successions où ils sont battus par les « identitaires-sécuritaires » - est systématiquement supérieure à celle des autres groupes, tout en demeurant d'une ampleur modérée. Seule la perspective pour les parents de pouvoir choisir certaines des caractéristiques des enfants à naître est associée à une moyenne négative. On relèvera l'évaluation positive donnée à l'idée d'une intensification de la mondialisation s'appuyant sur des lois et des politiques planétaires.

Le groupe des « progressistes verts » est, de loin, celui que se montre le plus favorable à l'égard des politiques de lutte contre les discriminations et de promotion de la diversité et, plus généralement, à l'altérité et au cosmopolitisme. C'est aussi le groupe le plus ouvert à l'immigration et à l'accueil des migrants. Ses membres affichent globalement un système de valeurs orienté vers la solidarité. 53 % des « progressistes verts » sont favorables à l'instauration du revenu universel. Ils sont beaucoup plus nombreux que dans les autres groupes (mais de manière qui reste minoritaire) à être favorables à la taxation des successions de plus de 500 000 €. A plus de 80 %, ils s'accordent sur l'instauration d'une limite aux hauts salaires et 58 % pensent qu'il faudrait augmenter les minimas sociaux. 64 % s'expriment en faveur de

l'augmentation des dépenses de prestations sociales et 73 % aux aides aux personnes en situation de précarité. Pour autant, une majorité d'entre eux trouve légitime les écarts de revenus liés à l'effort ou au talent. Les « progressistes verts » sont relativement critiques à l'égard du modèle de développement en général et de la consommation en particulier. **44 % affirment vouloir consommer moins mais mieux. 70 % aspirent à ralentir dans leur vie quotidienne.**

Ce groupe affiche le **plus haut niveau de foi dans le progrès et la science** (par exemple, 73 % font confiance à la science et à la technologie pour faire face à la crise écologique vs 48 % sur l'ensemble de la population) ; 38 % d'entre eux n'excluent pas de se faire poser un implant dans le cerveau qui leur permettrait d'être plus performants, soit beaucoup plus que ce que l'on observe dans les autres groupes. De même, près d'un sur deux se dit favorable à la mise en place d'un système de crédit social (22 % à l'échelle de l'ensemble des répondants). Les « progressistes verts » forment le groupe qui se montre **le moins défiant à l'égard des acteurs incarnant le « système »**. Leurs attitudes à l'égard du modèle de développement sont **ambigües** : critiques par rapport à ses impacts environnementaux et sociaux, ils restent attachés à l'idée de croissance.

54 % des « progressistes verts » sont des hommes. Ils sont plus jeunes que la moyenne, avec une part des 18-24 ans (18 %) la plus élevée des 6 groupes de la typologie. La structure par CSP est légèrement décalée vers le haut alors que la répartition selon l'intensité de la contrainte budgétaire l'est vers le bas. Les Franciliens sont nettement sur-représentés (28 % dont 26 % pour l'agglomération parisienne), de même que les habitants des villes centres des métropoles au détriment en particulier de ceux des couronnes périurbaines.

Le positionnement des « progressistes verts » sur la palette des sensibilités politiques est nettement orienté vers la gauche (31 % de disent « à gauche » ou « très à gauche »). Ils ne sont que 9 % à ne se reconnaître dans aucune tendance et 15 % à déclarer ne pas s'intéresser à la politique. On dénombre 21 % de sympathisants de LFI et 26 % de Europe Ecologie Les Verts et seulement 26 % des sympathisants du RN. En matière de système politique idéal, comparativement aux autres groupes, les « progressistes verts » affichent un fort attrait pour le système où les décisions sont prises par des experts (42 % vs 30 % à l'échelle de l'ensemble de la population). C'est cependant le groupe qui compte le plus de personnes estimant que la démocratie en France fonctionne bien (45 %).

Les « progressistes verts » se distinguent également par le **plus haut niveau moyen de satisfaction à l'égard de l'existence**. Ils sont relativement peu nombreux à ressentir un manque de respect. Ils sont dans l'ensemble **moins pessimistes** que les autres groupes de la typologie : 21% d'entre eux anticipent que leurs enfants ou petits-enfants auront une vie meilleure que la leur (9 % sur l'ensemble de l'échantillon).

Les individualistes sécuritaires (21 %)

Relativement pessimistes et repliés sur eux-mêmes, le souci de préserver leurs modes de vie les rend réticents aux restrictions de leurs libertés et favorise une demande de sécurité. Peu ouverts à l'étranger, ils font montre d'un certain libéralisme culturel.

68 % des « individualistes sécuritaires » ont affirmé une préférence pour la société identitaire-sécuritaire, 30 % pour la société éco-solaire et seulement 2 % pour la société techno-libérale.

L'adhésion des « individualistes sécuritaires » à la société identitaire-sécuritaire est plus sélective que celle des « réactionnaires ». Ils réagissent favorablement aux aspects sécuritaires de ce modèle de société, ainsi qu'au durcissement des conditions d'accès à la protection sociale, pour les étrangers comme pour les bénéficiaires du RSA. En revanche, ils forment le groupe qui exprime le rejet le plus net de l'exclusion des couples homosexuels de l'adoption et de la PMA (seulement 8 % de supporters) ainsi que de l'interdiction de la transition de genre. Ils rejettent également la taxation des importations (37% de détracteurs).

Les « individualistes sécuritaires » évaluent moins favorablement que la moyenne des Français l'ensemble des propositions relatives au modèle éco-solaire, mais de manière beaucoup moins marquée que les « réactionnaires », certaines propositions bénéficiant même d'une moyenne positive, notamment le prima qui devrait être donné à la protection de l'environnement sur la croissance économique, ainsi que l'ensemble des propositions relatives aux modes de consommation. Néanmoins, ils s'opposent dans l'ensemble à la réduction des revenus liée au ralentissement de l'économie ou à la réduction du temps de travail assortie d'une baisse des salaires, aux restrictions des libertés individuelles décidées par l'Etat pour favoriser la transition écologique et le bien commun, à l'attribution de quotas carbone, à la promotion des protéines végétales au détriment de la consommation de viande, ainsi qu'à celle de l'habitat collectif au détriment de l'habitat individuel. Ils paraissent ainsi relativement attachés à leurs modes de vie.

Les « individualistes sécuritaires » ont également évalué plus sévèrement que l'ensemble des Français la quasi-totalité des propositions relatives au modèle techno-libéral, la plupart étant même associées à une moyenne négative. Le rejet est particulièrement marqué pour ce qui est des propositions évoquant l'altération de l'humain par la technologie, mais aussi vis-à-vis de l'idée de privatisation de l'audiovisuel public et l'extension de la liberté d'expression aux propos sexistes ou racistes.

Sur des nombreux thèmes abordés dans l'enquête, ce groupe se distingue peu des positions de l'ensemble des Français. On observe fréquemment un taux élevé de « sans opinion ». Il se confirme qu'ils se sentent relativement peu concernés par les questions écologiques. Ils sont peu ouverts à l'altérité.

55 % des « individualistes sécuritaires » sont des femmes. Les plus de 55 ans sont sur-représentés induisant un poids relativement important des retraités. Leur répartition par CSP et selon le niveau de vie ou de patrimoine est proche de celle de l'ensemble de la population.

Leurs positions sur la palette des sensibilités politiques est légèrement décalée vers la droite avec une surpondération des sympathisants RN. Avec les « modernes », c'est le groupe le moins enclins à s'investir dans la vie publique, quelle que soit l'échelle.

Les « individualistes sécuritaires » sont relativement pessimistes. Un peu plus que l'ensemble des Français, ils expriment le sentiment de ne pas être suffisamment respectés, en tant que citoyens, contribuables, usagers des services publics, mais aussi en tant que consommateurs. Collectivement ils affichent un profil plus matérialiste et consumériste que leurs concitoyens. Seuls 24 % disent vouloir consommer moins mais mieux. Ils ont relativement peu confiance dans la science et la technologie.

Les décroissants (7 %)

Critiques du modèle développement contemporain et attachés à la justice sociale, les « décroissants » conjuguent une sensibilité écologique forte et un attachement aux traditions. Marqués par un fort libéralisme culturel, ils se montrent plus réservés à l'égard de l'immigration. Anti-technophiles, modérément sécuritaires, ils valorisent la préservation des normes, des coutumes et du patrimoine local. Hostiles à la mondialisation, leur vision repose sur une consommation locale, raisonnée et enracinée dans une identité culturelle.

Les préférences des « décroissants » vont à 68 % au modèle de société éco-solidaire. C'est le groupe qui a, en moyenne, le mieux noté ce modèle (55 % de supporters dans leurs rangs).¹⁰ 32 % ont mis en première position le modèle identitaire-sécuritaire. Aucun membre de ce groupe n'a mis au premier plan le modèle techno-libéral, qu'ils ont noté presque aussi défavorablement que les « réactionnaires ».

L'ensemble des propositions associées au modèle éco-solidaire ont été évaluées positivement, plus favorablement que la moyenne des répondants et, généralement, plus favorablement encore que les « progressistes verts ». Les propositions relatives aux modes de consommation sont littéralement plébiscitées. Par exemple, le « moins mais mieux » rassemble 91% de supporters, la promotion des activités domestiques permettant de réduire la dépendance aux marchés, 88 %... Les « décroissants » sont également très favorables à la transition des politiques publiques du soutien de la croissance à la recherche du bien-être social et de la protection de la planète. Le seul point sur lequel ils se montrent un peu plus réservés est la réduction significative du temps de travail accompagnée d'une diminution des rémunérations (qui rassemble néanmoins 41 % de supporters pour seulement 6 % de détracteurs).

Ce groupe se caractérise également par son adhésion à nombre d'aspects de la société identitaire-sécuritaire, même si c'est de manière moins appuyée. Seules trois propositions sont notées négativement : celles relatives à l'exclusion des couples homosexuels de l'adoption et de la PMA, à l'interdiction de la transition de genre et, plus nettement encore, celle qui dessine les contours d'un régime plus autoritaire. A contrario, c'est le groupe qui a évalué le plus favorablement la mise en place d'une protection à l'égard des importations et la mise en place d'une politique favorisant le petit commerce au détriment de la grande distribution. Les « décroissants » ont également accueilli très positivement les propositions sécuritaires, le renforcement de l'enseignement de l'histoire de France, de la morale et de l'instruction civique à l'école, et une évolution de l'UE vers une Europe des nations. Enfin, un « décroissant » sur deux est supporter d'un contrôle strict des frontières mettant fin à l'immigration. On compte également 61 % de supporters de l'idée que tous les membres de la société doivent adopter les valeurs communes issues de la tradition. Dans une moindre mesure, ils adhèrent à l'idée de réduire l'accès des immigrés à la protection sociale ainsi qu'à celle de remplacer le RSA par un service civique obligatoire.

La plupart des propositions afférentes à la société « techno-libérale » ont été évaluées en moyenne négativement, et les autres sont moins bien notées que par le reste des Français. Les propositions relatives à l'altération de l'humain par la technologie sont massivement rejetées. C'est le groupe de la typologie qui se

¹⁰ Moyenne des notes données aux 18 propositions supérieure ou égale à +3, sur échelle de -5 à +5.

montre le plus réservé à l'égard de la perspective d'une économie en croissance rapide mais générant plus d'inégalités. Dans la même veine, ce sont les « décroissants » qui ont adhéré le plus timidement à la suppression des taxes sur la fortune et sur les successions, ainsi qu'à l'idée de rémunérer généreusement les personnes qui sortent les mieux placées de la compétition.

Les « décroissants » sont très critiques à l'égard du modèle de développement et de la consommation (près d'un sur deux se dit prêt à consommer moins mais mieux). De même, ils affichent leur **distance à l'égard de la mondialisation**, ce qui s'accompagne d'une position nuancée à l'égard de l'UE. Ils sont très favorables à la transition vers un modèle de développement compatible avec les limites planétaires et, davantage que l'ensemble des répondants, ils voient dans l'économie sociale et solidaire la forme idéale d'organisation de l'activité économique.

Les « décroissants » se distinguent aussi par une **très faible foi dans le progrès** ainsi que dans la science et la technologie. Ils se démarquent ainsi des « progressistes verts ». 3 sur 4 s'inquiètent des conséquences sur l'humanité des découvertes scientifiques et des innovations technologiques à venir. A rapprocher du fait que, avec les « réactionnaires », ils forment le **groupe le plus pessimiste de la typologie**. Parmi eux, 3 sur 4 imaginent que leurs enfants ou petits-enfants auront une vie moins bonne que la leur. Ce pessimisme se nourrit de l'évaluation catastrophique de la situation écologique (81 % vs 44 % sur l'ensemble de l'échantillon). Ils sont dans l'ensemble mal à l'aise à l'égard de la vitesse à laquelle change le monde, reconnaissent avoir du mal à s'adapter et aspirent à ralentir.

Les « décroissants » témoignent d'une **fibre sociale développée**, moins marquée cependant que chez les « progressistes verts ». Ils sont attachés à l'égalité. C'est le groupe plus désireux de la mise en place d'une limite aux hauts salaires et de l'impôt sur la fortune, et un sur deux se dit favorable à une augmentation sensible des minima sociaux. La moitié d'entre eux s'accordent sur la disposition à payer plus d'impôts pour financer l'augmentation des dépenses publiques dans les domaines qu'ils jugent prioritaires (la justice, la police, mais aussi la santé et l'enseignement), soit la part la plus élevée des 6 groupes de la typologie. Alors qu'ils se montrent majoritairement favorables à l'arrêt de l'immigration, ils sont divisés quant à l'attitude à adopter à l'égard des migrants.

Le groupe des « décroissants » est composé à 58 % de femmes. Seulement 5 % ont moins de 25 ans (11 % sur l'ensemble de la population) et les retraités sont surreprésentés. Parmi les actifs, les employés sont surreprésentés. La répartition par niveaux de vie et de patrimoine est proche de celle de l'ensemble de la population. 61 % sont propriétaires. Les Franciliens sont sous-représentés.

La répartition des « décroissants » selon leur position sur la palette des sensibilités politiques penche à gauche avec un poids plus important des personnes se positionnant « très à gauche » (6 %) et « proches de mouvements écologistes » (5 %, avec 19 % de sympathisants EELV) au détriment du « centre » (5 %).

Leur conception du système politique idéal est concentrée sur le système fondé sur le **tirage au sort des représentants** (81 % vs 59 % pour l'ensemble des répondants). Ils déclarent une **disposition à s'investir dans la vie publique supérieure à la moyenne**.

De manière cohérente avec ce profil général, les « décroissants » révèlent un système de valeurs orienté vers la solidarité et la convivialité et, plus encore, en direction du lien avec la nature. Ils sont également attachés aux valeurs traditionnelles. Les personnes à orientation matérialiste sont sous-représentées.

Les identitaires-souverainistes (12 %)

Attachés à l'identité nationale et à la sécurité, les « identitaires souverainistes » sont sensibles à la transition écologique - notamment dans ses dimensions relatives à la consommation - tant qu'elle n'affecte pas trop un mode de vie auquel ils semblent attachés. Ils sont critiques à l'égard de la mondialisation et réservés face à la construction européenne.

60 % des « identitaires-souverainistes » affichent une préférence pour le modèle de société identitaire-sécuritaire et 39 % pour le modèle éco-solidaire. Seuls 1 % ont mis le modèle « techno-libérale » en tête.

De la société identitaire-sécuritaire, ils ne rejettent (comme les autres groupes de la typologie) que les restrictions d'accès à la PMA et à l'adoption pour les couples homosexuels et l'interdiction de la transition de genre, et plus nettement, la révision de la constitution conduisant à un régime présidentiel plus autoritaire. Toutes les autres propositions sont évaluées plus favorablement que par l'ensemble des répondants, avec des scores très élevés (dans l'absolu et relativement aux autres groupes) pour les dimensions sécuritaires. Ils témoignent d'une orientation souverainiste et d'un attachement à l'identité nationale (que l'on retrouve dans d'autres points de l'enquête). Ainsi, la proposition selon laquelle « tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition, induisant notamment l'interdiction du port de signes religieux dans l'espace public » rassemble près de 70 % de supporters. Leur opposition à l'immigration (près de 50 % de supporters de l'arrêt de l'immigration) est cependant moins marquée que celle des « réactionnaires ». Ils sont également moins favorables que ces derniers à la réduction de l'accès des étrangers à la protection sociale alors qu'on compte dans leurs rangs près de 80 % de supporters de l'idée de remplacer le RSA par un service civique obligatoire.

Au sein du modèle éco-solidaire, les « identitaires-souverainistes » témoignent d'un fort niveau d'adhésion aux propositions relatives à la consommation, en particulier le « moins mais mieux » (71 % de supporters) et le « faire soi-même » (60 %), mais aussi une consommation plus locale (45 %). Comme les « progressistes verts » et les « décroissants », ils adhèrent à l'idée qu'une partie importante des décisions politiques soient prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens. En revanche, comme les « réactionnaires » mais de manière nettement moins marquée, ils rejettent les propositions relatives à ce modèle de société qui empièteraient sur leurs libertés individuelles : instauration de quotas carbone, promotion des protéines végétales au détriment de la consommation de viande, réduction du temps de travail avec diminution des salaires.

La quasi-totalité des propositions relatives au modèle de société techno-libérale est évaluée négativement par les « identitaires-souverainistes » particulièrement, là encore, celles relatives à l'augmentation de l'humain par la technologie. La perspective de la suppression ou de la privatisation de l'audiovisuel public assortie de l'instauration de la liberté complète d'expression réunit 64 % de détracteurs et près d'une personne sur deux se range dans le camp des détracteurs à l'évocation d'une consommation passant pour l'essentiel par les plateformes numériques.

Les « identitaires-souverainistes » se montrent critiques à l'égard de la mondialisation et sont en retrait par rapport aux perspectives cosmopolitiques. Pour autant, leur hostilité à la construction européenne est

nettement moins marquée que celles des « réactionnaires », 3 sur 4 étant même favorables à la mise en place de nouvelles politiques communes, notamment en matière de diplomatie et de défense.

Politiquement, un « identitaire-souverainiste » sur quatre se positionne « à droite » mais on y compte 41 % de sympathisants RN, ce qui place de groupe en deuxième position sur ce critère, derrière les « réactionnaires ». **3 sur 4 considèrent que la démocratie en France ne fonctionne pas bien.** La compétence et la probité du personnel politique sont mises en cause de manière quasiment unanime. Les « identitaires-souverainistes » considèrent également de manière consensuelle que les dirigeants ne connaissent pas suffisamment les besoins de la population, qui n'est pas suffisamment consultée. En cohérence, leurs préférences en matière de système politique est nettement orienté **en faveur du référendum.**

53 % des « identitaires-souverainistes » ont plus de 55 ans (34 % sur l'ensemble de la population) d'où un poids relativement important des retraités. Parmi les actifs, les professions intermédiaires sont sur-représentées au détriment des CSP-. C'est le groupe qui affiche le niveau de vie moyen le plus élevé. Le niveau d'éducation est relativement faible. 64 % sont propriétaires de leur logement, soit le taux moyen le plus élevé des 6 groupes de la typologie. Les habitants des communes rurales et des petites villes sont légèrement sur-représentés.

Collectivement, ils révèlent un système de valeurs orienté vers la morale, la tradition et le respect de la loi. Juste après les « progressistes verts » c'est le groupe qui affiche le niveau moyen de satisfaction à l'égard de l'existence le plus élevé. C'est aussi le groupe où l'on relève la plus faible proportion de personnes déclarant souffrir de troubles psychologiques (stress, anxiété, déprime, solitude...).

Les modernes (36 %)

Les « modernes » paraissent, comparés aux autres groupes, comme relativement à l'aise (ou moins mal à l'aise) dans la société contemporaine et son modèle de développement, vis-à-vis de la technologie, de la mondialisation, ou de l'immigration. Mais, peu politisés, ils sont aussi, dans l'ensemble, assez désimpliqués par rapport aux thèmes abordés dans l'enquête. Ils participent au système plus par adaptation que par conviction.

Les « modernes » forment le groupe de notre typologie dont les **préférences entre les trois modèles de société sont les plus équilibrées**, avec 46 % pour la société éco-solidaire, 31 % pour la société identitaire-sécuritaire, et 23 % pour **la société techno-libérale qui enregistre ici son meilleur score.** Pour autant, leur niveau d'adhésion à chacun des trois modèles de société est relativement modéré. Ce groupe se distingue également de l'ensemble des autres par **une proportion souvent importante de « sans opinion »**, sans qu'il soit possible de savoir s'il s'agit de réelles difficultés à prendre position par rapport aux questions posées ou si le groupe comporte une part significative de personnes qui ne prennent pas le temps de lire les questions.

Au sein du modèle de société éco-solidaire, les « modernes » se montrent assez **peu sensibles à l'idée d'une transformation du modèle de développement** en faveur de plus de durabilité. Ils évaluent positivement, mais modestement, la quasi-totalité des propositions, **excepté trois ayant un impact direct sur les modes de vie** : l'attribution de quotas carbone, la promotion des protéines végétales au détriment de la consommation de viande, et l'accent mis sur l'habitat collectif au détriment de la maison individuelle.

Au sein du modèle identitaire-sécuritaire, les « modernes » évaluent positivement les dimensions relatives à la sécurité mais de manière beaucoup plus timide que les autres groupes de la typologie. Ils se montrent plus réservés que l'ensemble des autres groupes concernant l'arrêt de l'immigration (malgré la précision « en conséquence, de nombreux secteurs font face à des pénuries de main-d'œuvre (médecins, livreurs, ouvriers du bâtiment...) »). Ils font montre de peu d'enthousiasme à l'idée de restreindre l'accès des étrangers à la protection sociale ou à celle de contraindre tous les membres de la société à adopter les normes et les valeurs issues de la tradition. Ils jugent de même négativement la discrimination à l'embauche des étrangers. La perspective de la taxation des importations (engendrant une augmentation des prix) est accueillie plutôt défavorablement, de même que la promotion du commerce de proximité au détriment des grandes surfaces est accueillie beaucoup plus fraîchement que dans les autres groupes de la typologie.

Dans leur évaluation de la société techno-libérale, les « modernes » se distinguent par une attitude globalement positive à l'égard des propositions ayant une composante technologique (hormis, chez eux aussi, celles qui évoquent l'altération de l'humain par la technologie). C'est également le seul groupe de la typologie, avec les « progressistes verts » à réagir positivement à la perspective de l'approfondissement de la mondialisation. Ils se montrent globalement timidement favorables à l'immigration de personnes qualifiées. Ils adhèrent également aux propositions évoquant un surcroît de liberté individuelle, telle que la simplification du cadre réglementaire ou la promotion du travail indépendant.

C'est, avec les « réactionnaires », le groupe qui conteste le moins le modèle de développement. Ils se montrent collectivement relativement peu préoccupés par la crise écologique et leur rapport à la consommation est plus favorable que la moyenne. Leur confiance dans les paysans et dans les artisans-petits commerçants, quoi que très forte, l'est moins que dans les autres groupes de la typologie, alors qu'ils se montrent relativement moins défiant à l'égard des géants du numérique ou des marques de l'agro-alimentaire.

Ils sont plutôt ouverts à la diversité et, comme on l'a vu, ils ont un rapport à l'immigration moins tendu que la moyenne. Ils témoignent d'ailleurs d'une position de relative ouverture sur la question des migrants. Plus généralement, ils révèlent une posture plutôt favorable au cosmopolitisme.

Les « modernes » sont sensiblement plus jeunes que la moyenne : 17 % ont moins de 25 ans et 60 % ont moins de 45 ans. La structure par CSP est proche de celle de l'ensemble de la population. Ils sont un peu plus diplômés que la moyenne, sans doute en raison de leur âge qui explique également une répartition par tranches de niveau de vie et de patrimoine légèrement décalée vers le bas (seulement 51 % de propriétaires). Ils sont relativement bien répartis sur le territoire.

Sur le plan politique, ce qui les distingue avant tout, ce sont les 27 % qui disent ne pas s'intéresser à la politique, une proportion qui dépasse de beaucoup celle observée dans les autres groupes. Les autres penchent plutôt à gauche. Il n'y a que 24 % de sympathisants RN (33 % sur l'ensemble) et 9 % LR (12 %) sans que cela ne se retrouve dans une surreprésentation des sympathisants des partis du centre ou de gauche. Ce groupe se distingue également par la faible proportion de ses membres se déclarant disposés à s'investir dans la vie publique.

Ils sont plutôt moins pessimistes que les autres groupes de la typologie. Ils sont également légèrement plus à l'aise avec le rythme du changement que l'ensemble des répondants. Les personnes ayant le sentiment de vivre dans un environnement de plus en plus dangereux sont moins nombreuses que dans les autres groupes. Ils sont cependant, dans l'ensemble, relativement peu satisfaits de leur existence (seules les « réactionnaires » le sont davantage).

Existe-t-il des éléments de consensus ?

L'examen de la typologie conforte le diagnostic de la présence de clivages importants au sein de la population quant aux caractéristiques de la société dans laquelle on souhaiterait vivre. Ce constat ne doit pas occulter celui de la présence d'éléments relativement consensuels, de nature à recueillir l'adhésion d'une part importante de la population.

Nous avons déjà abordé la question de la porosité des préférences à l'échelle des trois modèles sociétés : chaque répondant peut avoir exprimé une préférence pour un modèle sans pour autant rejeter les deux autres. On peut faire un constat similaire à l'échelle de la typologie.

Des groupes irréconciliables ?

Une première manière d'en rendre compte est de comparer les notes moyennes données par les 6 groupes de la typologie aux trois modèles de société. Le constat est peu différent que l'on considère la moyenne des notes données aux propositions ou la note finale : les écarts entre les groupes ne sont pas négligeables. De ce point de vue, ce sont les sociétés identitaire-sécuritaire et techno-libérale pour lesquelles les évaluations des six groupes sont les plus proches, **la société éco-solidaire apparaissant comme plus clivante**, avec une nette opposition entre d'une part les « réactionnaires » et, dans une moindre mesure, les « individualistes sécuritaires » qui tendent à la rejeter et, d'autre part, les « progressistes verts » et les « décroissants » qui y adhèrent fortement.

Evaluation moyenne des trois modèles de société par les 6 groupes de la typologie

(Échelle de -5 à +5)

	Société « éco-solidaire »	Société « identitaire-sécuritaire »	Société « techno-libérale »
« Réactionnaires »			
Note globale	-1,8	+1,3	-1,6
Moyenne des notes	-1,3	+1,4	-1,6
« Progressistes verts »			
Note globale	+2,9	0,9	+1,0
Moyenne des notes	+2,8	1,1	+0,9
« Individualistes-sécuritaires »			
Note globale	-0,1	+0,7	-0,7
Moyenne des notes	0,0	+1,0	-0,8

	Société « éco- solidaire »	Société « identitaire- sécuritaire »	Société « techno- libérale »
« Ecolos-contestataires »			
Note globale	+3,1	+1,4	-1,6
Moyenne des notes	+3,0	+1,5	-1,6
« Identitaires-souverainistes »			
Note globale	+1,4	+1,7	-0,9
Moyenne des notes	+1,3	+1,7	-1,1
« Modernes »			
Note globale	+0,6	-0,1	+0,2
Moyenne des notes	+0,6	0,0	+0,2

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

Part des supporteurs et des détracteurs des 3 modèles de sociétés selon les 6 groupes de la typologie

(critère de la moyenne des notes données aux propositions)

	Société « éco- solidaire »	Société « identitaire- sécuritaire »	Société « techno- libérale »
« Réactionnaires »			
Détracteurs (≤ -3)	11%	3%	17%
Supporteurs ($\geq +3$)	17%	23%	16%
« Progressistes verts »			
Détracteurs (≤ -3)	0%	6%	3%
Supporteurs ($\geq +3$)	43%	20%	14%
« Individualistes-sécuritaires »			
Détracteurs (≤ -3)	1%	2%	5%
Supporteurs ($\geq +3$)	0%	65%	0%
« Décroissants »			
Détracteurs (≤ -3)	0%	3%	18%
Supporteurs ($\geq +3$)	55%	26%	1%
« Identitaires-souverainistes »			
Détracteurs (≤ -3)	0%	1%	8%
Supporteurs ($\geq +3$)	1%	22%	0%
« Modernes »			
Détracteurs (≤ -3)	1%	2%	5%
Supporteurs ($\geq +3$)	0%	9%	0%

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

Les moyennes masquent la dispersion des évaluations. Une approche par le poids des supporteurs et des détracteurs de chacun des modèles de société selon les groupes de la typologie conduit à un constat plus nuancé. Selon le poids des supporteurs, les clivages sont profonds. Trois groupes se détachent avec une part de supporteurs qui dépasse les 40 % : pour la société éco-solidaire, les « progressistes verts » (43 %) et les « décroissants » (55 %) ; pour la société identitaire-sécuritaire, les « individualistes sécuritaires » (65 %).

Cependant, **le poids des détracteurs est, de manière générale, très réduit**. Il culmine à 17 % et 18 % pour les « réactionnaires » et les « décroissants » concernant la société techno-libérale. Pour le reste, il atteint un maximum à 11 % (les « réactionnaires » à l'égard de la société éco-solidaire) et gravite souvent entre 0 et 5 %. Il se confirme ainsi que **l'on peut affirmer une préférence (parfois très marquée) pour un modèle de société sans pour autant rejeter les autres**. Par exemple les « individualistes sécuritaires », dont 65 % sont supporteurs de la société identitaire-sécuritaire, ne comptent que 1 % de détracteurs de la société éco-solidaire et 5 % de la société techno-libérale. De même, les « progressistes verts », supporteurs à 43 % de la société éco-solidaire, ne comptent que 6 % de détracteurs de la société identitaire-sécuritaire et 3 % de la société techno-libérale. **Il semble donc possible d'identifier un socle commun** de traits de ce que pourrait être une société idéale de nature à susciter l'adhésion d'une part importante de la population sans susciter une opposition virulente de la part des autres.

A la recherche d'un socle consensuel : les convergences sur le désirable

Une manière simple de tenter d'identifier les éléments susceptibles de participer à la constitution d'un socle consensuel consiste à tamiser les réponses selon l'importance du niveau d'adhésion. Nous procéderons de manière thématique.

Les 20 propositions les mieux notées

	Propositions relatives à la société éco-solidaire	Propositions relatives à la société <i>identitaire-sécuritaire</i>	Propositions relatives à la société <i>techno-libérale</i>	
		Notes moyennes	% de détracteurs	% de supporteurs
	L'enseignement de l'histoire de France, de la morale et de l'instruction civique est renforcé dans les programmes scolaires.	2,5	3%	49%
	Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants, y compris des mineurs. La justice est accélérée, le temps donné à la défense et au juge pour considérer chaque dossier est considérablement réduit.	2,5	6%	52%
	Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité.	2,3	3%	44%

Afin de réduire la dépendance aux secteurs marchands, les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) sont encouragées, notamment par la mise en place localement d'espaces de travail, de prêt de matériel, de supports pédagogiques...	2,3	3%	42%
Une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens.	2,1	5%	43%
Le RSA est remplacé par un service civique obligatoire rémunéré afin de supprimer l'oisiveté et favoriser la réinsertion par le travail.	2,1	9%	48%
La construction européenne évolue vers moins de politiques communes décidées à Bruxelles et davantage de coopération entre les nations sur une base volontaire, de sorte que la France retrouve davantage de souveraineté, de liberté de décision.	2,0	5%	39%
Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité. Les lieux publics sont équipés de systèmes de vidéosurveillance intégrant reconnaissance faciale et fichage de tout comportement suspect.	1,9	10%	45%
La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers, le « faire soi-même », l'occasion, le recyclage... au détriment des achats individuels d'objets neufs.	1,7	5%	35%
Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences (culturelles, religieuses, sexuelles...). Par exemple, le port de signes religieux est interdit dans l'espace public.	1,7	12%	41%
Face au défi environnemental, la priorité a été donnée à la sauvegarde de la planète (climat, biodiversité...) en changeant le modèle de développement. Les politiques publiques ne visent plus la croissance économique, mais le bien-être social et la protection de l'environnement.	1,6	6%	34%
Afin de favoriser une activité économique favorable au bien commun, les entreprises de certains secteurs sont nationalisées et le développement des structures de l'économie sociale et solidaire (coopératives, associations...) est favorisé.	1,5	5%	27%
Les taxes sur la fortune et les successions sont supprimées : tout ce qui est gagné dans une vie reste dans la famille.	1,3	15%	39%

Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés, mais le consommateur doit souvent payer plus cher.	1,3	7%	27%
Le territoire est organisé de manière à limiter les déplacements. Beaucoup d'activités se font à proximité du domicile. La mobilité automobile est largement découragée au profit des mobilités douces (marche, vélo...) ou des transports collectifs (qui ont été largement développés, même dans les zones peu denses du territoire).	1,2	11%	30%
Le gouvernement a mis en place une politique qui favorise les petits commerces indépendants de centre-ville au détriment des grandes surfaces de périphérie ce qui tend à augmenter les prix.	1,2	8%	28%
Des limites ont été mises à la libre circulation des marchandises et des hommes dans le monde afin de réduire les dommages environnementaux causés par les transports.	1,1	9%	27%
L'alimentation est à 80 % bio, sans pesticide, en circuit court et dans le respect des saisons induisant une augmentation des prix des produits alimentaires.	1,0	12%	30%
Une consultation citoyenne est organisée afin de définir démocratiquement quels sont les besoins de consommation réellement nécessaires et les consommations superflues qu'il s'agira de décourager, par exemple en les taxant fortement.	0,9	11%	25%
La compétition est rude pour accéder aux meilleures places, mais l'effort et le talent individuel sont généreusement récompensés.	0,9	10%	23%

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

La sécurité

Parmi les 3x18 propositions décrivant les trois modèles de société, **8 rassemblent plus de 40 % de supporters** à l'échelle de l'ensemble des répondants. Parmi elles, deux, issues de la société identitaire-sécuritaire, se rapportent à la sécurité : le renforcement des peines à l'égard des délinquants dans le cadre d'une justice plus expéditive (52 % de supporters, soit la proposition sur les 3x18 qui rassemble le plus grand nombre de supporters), le renforcement des effectifs de police accompagné de la mise en place d'une vidéosurveillance avec reconnaissance faciale (49 %). Les détracteurs de ces propositions sont peu nombreux (respectivement, 6 % et de 10 %), y compris à l'échelle des groupes de la typologie (8 % au maximum parmi les « modernes » concernant l'alourdissement des peines, mais jusqu'à 25 % pour ce qui est du renforcement des effectifs de police parmi les « réactionnaires »). En revanche, l'idée que l'armée puisse être autorisée à intervenir en cas d'émeute, comme celle évoquant l'usage d'outils de surveillance prédictive

lors des manifestations, susceptibles d'être sévèrement réprimées si non-autorisées, rassemblent beaucoup moins de supporters (32 % et 29 %) et suscitent davantage d'oppositions (19 % et 17 % de détracteurs).

L'importance accordée à la sécurité se retrouve dans la hiérarchie des postes budgétaires qui devraient bénéficier de davantage de ressources financières : avec respectivement 73 % et 71 % des répondants qui s'accordent sur l'idée d'accroître les dépenses publiques qui leur sont consacrées, la justice et la police figurent dans le top 4 des priorités désignées par les Français interrogés.

Enfin dernier indice de l'importance accordée à la sécurité, en réponse à la question relative au cadre de vie idéal, 42 % des Français interrogés ont retenu parmi les 10 items qui leur étaient proposés (deux choix possibles) « le sentiment de sécurité », en première position ex-aequo avec la proximité des amis et de la famille.

L'opposition droite-gauche est cependant perceptible dans le niveau d'adhésion à ces dimensions sécuritaires, y compris les plus consensuelles. Par exemple, les supporters de l'alourdissement des peines sont très majoritaires du « centre » à « très à droite », alors qu'ils ne sont « que » 37 % « à gauche » (et seulement 15 % de détracteurs) et 43 % parmi les personnes proches de mouvements écologistes (10 % de détracteurs), une part qui tombe à 16 % « très à gauche » (38 % de détracteurs). On retrouve ce clivage concernant les postes de dépenses publiques qu'il conviendrait de renforcer pour ce qui est de la police (beaucoup moins nettement concernant la justice). Enfin, le choix du sentiment de sécurité pour définir le cadre de vie idéal progresse significativement à mesure que l'on se déplace vers la droite de la palette des sensibilités politiques.

Le respect des règles

« L'enseignement de l'histoire de France, de la morale et de l'instruction civique est renforcé dans les programmes scolaires » est la proposition la mieux évaluée (ex-aequo). Elle est soutenue par 49 % de supporters et ne rencontre l'opposition de seulement 3 % de détracteurs. Si le poids de supporters est inégal selon les groupes de la typologie (il dépasse les 75 % chez les « réactionnaires », les « identitaires-souverainistes » mais aussi chez les « décroissants »), le poids des détracteurs n'atteint jamais 6 %.

« Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences (culturelles, religieuses, sexuelles...). Par exemple, le port de signes religieux est interdit dans l'espace public » rassemble 41 % de supporters pour 12 % de détracteurs. La proportion de détracteurs atteint son maximum, à 16 %, parmi les « modernes ».

Dans le même registre, à la question « Qu'est-ce qui manque le plus à notre époque et que vous aimeriez voir se développer » (18 items, 3 choix possibles), arrive en tête, choisi par 41 % des répondants, « Le respect de la loi ». « Le respect des traditions », avec 21 %, se classe beaucoup plus loin. « Le respect de la loi » recueille les suffrages de 31 % (« progressistes verts ») à 55 % (« identitaires-souverainistes ») des membres des différents groupes de la typologie. Les clivages sont plus marqués selon les sensibilités politiques. Interrogés sur la priorité qu'il conviendrait de donner en matière d'éducation des enfants, sur les items proposés, 51 % des Français ont choisi « l'apprentissage du bien et du mal, et des règles du jeu en société ». L'attachement à ce point traverse les groupes de la typologie ; le pourcentage de personnes l'ayant mis en avant va de 43 % chez les « modernes » à 71 % chez les « progressistes verts ». « Très à gauche » mis à part, l'attachement à cet item se retrouve à des niveaux significatifs dans l'ensemble des positionnements politiques.

Cet attachement que manifestent les Français aux respects des règles, formelles et informelles, se conjuguent avec un libéralisme culturel largement diffusé.

L'acceptation de la différence : oui, mais...

Les Français se montrent attachés à **l'égalité des droits des personnes homosexuelles et hétérosexuelles**. Ainsi, 65 % des répondants se sont déclarés d'accord avec la proposition « *les couples homosexuels, hommes ou femmes, devraient avoir les mêmes droits à tous les niveaux que les couples hétérosexuels* ». Cette part tombe au plus bas à 49 % parmi les « réactionnaires », et elle décline fortement à mesure que l'on se déplace de la gauche vers la droite de la palette des sensibilités politiques mais demeure majoritaire même « très à droite ».

Le principe de l'égalité hommes-femmes est également consensuel. Par exemple, l'idée selon laquelle il faudrait aller plus loin dans la dénonciation des violences sexuelles et sexistes faites aux femmes fait l'objet d'un accord presque unanime.

Plus généralement la proposition « *la loi doit reconnaître le droit à chaque individu de vivre et d'exprimer sa différence, quelle qu'elle soit (tant qu'elle ne menace pas la société)* » bénéficie d'un large consensus. Elle est approuvée par 71 % des Français interrogés ; elle est largement majoritaire dans l'ensemble des groupes de la typologie et toutes les sensibilités politiques.

Cette acceptation de la différence et l'attachement aux droits individuels rencontre cependant ses limites lorsqu'elle croise des considérations éthiques. Une majorité de Français a noté négativement la proposition portant sur l'exclusion des couples homosexuel de l'adoption et de la PMA. Le consensus est cependant ici moins net. On compte 20 % de supporters pour 31 % de détracteurs. Le poids de supporters s'élève jusqu'à 32 % chez les « progressistes verts » et 46 % chez les « réactionnaires ». Il est de 38 % pour les personnes « très à droite ». Même constat concernant la transition de genre. Une majorité de répondants s'est déclarée opposée à l'idée de l'interdire, avec 32 % de détracteurs. Mais cette proposition rassemble aussi 21 % de supporters, une part qui monte jusqu'à 50 % chez les « réactionnaires » et 40 % chez les personnes « très droite ».

Le rapport à l'« étranger » est ambigu, comme nous l'avons vu plus haut. Une courte majorité de répondants estime que la France s'enrichit de la diversité ethnique et culturelle, mais au sein de la typologie, on va de 22 % de supporters pour les « réactionnaires » à 75 % pour les « progressistes verts » et cette part diminue à mesure que l'on se déplace vers la droite de l'échiquier politique, jusqu'à 45 % « à droite » et 24 % « très à droite ». 49 % des Français interrogés estiment que l'« *on accorde trop d'importance aux minorités, ethniques, religieuses, sexuelles...* », contre 31 % qui sont de l'opinion contraire. L'accord est majoritaire dans 3 groupes de la typologie ainsi qu'auprès des personnes se positionnant « à droite » ou « très à droite », alors que l'opinion contraire est majoritaire ou presque « très à gauche » et « à gauche ». La proposition de réduire l'accès des étrangers à la protection sociale réunit 32 % de supporters et 16 % de détracteurs. L'idée d'interdire toutes formes d'immigration, au risque de provoquer des pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés, est soutenue par 32 % de supporters et rejetée par 18 % de détracteurs. La part des détracteurs s'élève au plus à 24 % par les « progressistes verts ». La position politique est plus déterminante : la part des détracteurs passe de 64 % très à gauche à 3 % « très à droite ». Les Français sont également divisés sur l'accueil qu'il convient de réserver aux migrants : 41 % des répondants pensent que la porte de la France doit être fermée aux migrants ; cette part est majoritaire chez les « identitaires-

souverainistes » (50 %) et les « réactionnaires » (66 %), chez les répondants se situant à droite (51 %) et « très à droite » (81 %).

Pour un principe d'égalité

On perçoit dans l'enquête **une appétence pour la méritocratie** largement partagée. Elle s'illustre par les 73 % de répondants qui estiment que, « *plutôt que de traiter les inégalités de revenu, il conviendrait de traiter les inégalités de chance afin que chacun ait les mêmes chances de réussir et de s'enrichir* », une proposition qui réunit au moins les 2/3 des individus de chacun des groupes de la typologie (jusqu'à plus de 80 % chez les « progressistes verts » et les « identitaires-souverainistes »).

Cette appétence pour la méritocratie a pour revers **une hostilité à l'égard des inégalités perçues comme relevant de « privilèges »** : les salaires exagérément élevés ou de trop grosses différences de revenus, les politiques courant après leurs intérêts propres... mais aussi les bénéficiaires d'aides sociales sans contreparties. C'est sans doute ce souci de justice auquel on doit que 80 % des répondants s'opposent à mettre fin au legs en héritage à ses enfants d'un patrimoine supérieur à 500 000 €, alors qu'à 75 %, ils préconisent le financer le surcroît de dépenses publiques qui leur paraissent nécessaires par l'impôt sur les grandes fortunes (et pour seulement 12 % pour l'augmentation des droits de succession).

Pour une évolution des modes de consommation

Comme on l'a vu, les dimensions de la société éco-solaire renvoyant aux modes de consommation sont parmi les mieux évaluées et sont relativement consensuelles parmi les groupes de la typologie, tant qu'elles n'impliquent pas des renoncements à des composantes des modes de vie et de consommation contemporains auxquels une part importante des Français est encore attachée (manger de la viande, se déplacer en voiture, habiter une maison individuelle). **Consommer moins en quantité mais mieux en qualité** (44 % de supporters pour 3 % de détracteurs, avec un maximum de détracteurs à 13 % parmi les « réactionnaires »), réduire sa dépendance aux secteurs marchands par la promotion du « faire soi-même », mutualiser des équipements, recourir à la seconde main, favoriser le recyclage...bénéficient d'un large consensus.

Les attitudes à l'égard de la consommation en général sont cependant plus ambiguës. Par exemple, 87 % des Français sont d'accord avec l'idée que « *dans la société contemporaine, on a tendance à accorder trop d'importance à la consommation* ». Pourtant, 68 % s'accordent à penser que « *consommer, pouvoir acheter ce qui fait plaisir, contribue fortement au bonheur* » et 58 % que « *dans le contexte actuel, heureusement qu'il y a la consommation pour compenser et se faire plaisir* », des opinions majoritaires dans l'ensemble des groupes de la typologie, excepté les « décroissants », et au sein de chacune des sensibilités politiques.

C'est donc, apparemment, moins la consommation en tant que tel qui fait l'objet d'une posture de réserve que certains aspects du modèle de consommation contemporain qui nourrissent l'aspiration à « consommer mieux » que partage un Français sur deux.

Le désir pour la France d'une autonomie retrouvée

On l'a vu, les Français se montrent très réservés à l'égard de la mondialisation. Le mot « mondialisation » est noté négativement. Seuls 2 groupes de notre typologie lui accordent une moyenne (faiblement) positive : les « modernes » et les « progressistes verts ». **Le principe de l'adoption par la France d'une politique protectionniste**, qui reviendrait à augmenter le prix des biens de consommation, **divise les Français** : les « décroissants », les « identitaires-souverainistes » et les « progressistes verts » y sont plutôt favorables (près de 30 % de supporters), les trois autres groupes plutôt défavorables. On a tendance à adhérer à l'idée « à droite » et « très à droite », et à la rejeter « à gauche » et « au centre ».

L'Europe est plus directement dans le collimateur. 66 % des Français interrogés estiment que la France a cédé une part trop importante de sa souveraineté au profit des instances de l'UE, une opinion que l'on retrouve majoritaire dans tous les groupes de la typologie et sur l'ensemble des nuances de la palette des positionnements politiques (excepté les personnes proches des mouvements écologistes) avec une proportion record « à droite » (79 %) et « très à droite (87 %). Ainsi, la proposition de **fonder l'Europe moins sur les politiques communes que sur la coopération entre les nations** rassemble 39 % de supporters et seulement 5 % de détracteurs. Si les répondants « très à gauche » sont divisés sur le sujet, sur tous les autres positionnements l'adhésion l'emporte toujours largement sur le rejet, la proportion de détracteurs étant au maximum de 10 %. Notons tout de même qu'un certain consensus est visible quant à l'idée de mettre en place de nouvelles politiques communes dans le champ de la diplomatie et de la défense.

Pour un progrès scientifique et technologique contrôlé

Les scientifiques bénéficient d'un haut niveau de confiance (bien supérieur à celui des intellectuels...). Le rapport à la science et, plus encore, à la technologie, est plus ambigu et divisent parfois les Français. Ils sont notamment **divisés sur la confiance qu'ils accordent à la science et à la technologie pour faire face aux problèmes environnementaux et climatiques** : la confiance est majoritaire chez les « identitaires-souverainistes » et, plus nettement encore, chez les « progressistes verts », alors qu'elle est très en retrait chez les « réactionnaires ». Elle progresse fortement avec le niveau de diplôme. L'expression « **intelligence artificielle** » est la seule avec « mondialisation » à être évaluée négativement (moyenne à -0,6 sur une échelle allant de -5 à +5) dans la liste des 28 mots ou expressions soumis à l'évaluation des répondants. Mais la moyenne est positive parmi les « progressistes verts » et les « modernes », alors qu'elle tombe à -2,4 (sur une échelle de -5 à +5) chez les « réactionnaires ». L'âge est également discriminant.

Les Français sont cependant **rassemblés dans leur opposition à la perspective de la transformation de l'humain par la technologie**. Même la perspective de la conquête de l'espace et de la colonisation d'autres planètes pour l'exploitation de ressources rencontre beaucoup plus de détracteurs que de supporters. Ces postures contribuent sans doute à expliquer que 60 % d'entre eux s'accordent sur la **nécessité d'appliquer le principe de précaution** aux avancées de la science (seulement 21 % de l'avis contraire).

Le désir de faire entendre sa voix

Un certain consensus autour du désir d'être davantage impliqué/entendu dans les prises de décisions ressort en différents points de l'enquête.

La proposition relative à la société éco-solidaire « *une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens* » rassemble 42 % de supporters pour 3 % de détracteurs (au maximum, 13 % de détracteurs chez les « réactionnaires » et 9 % chez les répondants « très à droite »). Interrogés sur le système politique idéal, 59 % des répondants ont retenu parmi les deux choix possibles « *un système où les décisions sont prises à l'issue de référendums recueillant la volonté de la population* », un pourcentage qui, au plus bas chez les « modernes » est à 47 % et à 40 % chez les personnes se situant « au centre ». D'ailleurs, 86 % des répondants qui estiment que la démocratie en France ne fonctionne pas correctement (soit 61 % des Français) attribuent ce dysfonctionnement, entre autres, au fait que la population n'est pas suffisamment consultée. D'où, sans doute, que « *un système où les décisions sont prises de manière autoritaire par un leader populaire, pas nécessairement élu* » n'est retenu comme système politique idéal que par 7 % des répondants, ou que la perspective d'une révision constitutionnelle donnant plus de pouvoir au Président de la République évoquée dans la description de la société identitaire-sécuritaire ne rassemble que 9 % de supporters pour 40 % de détracteurs.

Même tonalité du point de vue de l'organisation des activités économiques à l'égard de laquelle, des 6 formes d'organisation proposées, c'est celle où les stratégies des entreprises « *sont définies conjointement par les actionnaires, les salariés, les pouvoirs publics, les représentants des consommateurs...* » qui se place en tête. Idem pour la question relative à la manière dont se définit un bon dirigeant d'entreprise pour laquelle c'est « *il tient compte de l'avis de ses collaborateurs pour prendre ses décisions* » qui a bénéficié de plus de suffrages.

Pour autant, **la disposition à s'investir dans la vie publique semble très inégalement répartie**. Si 61 % des Français interrogés déclarent être disposés à s'investir à l'échelle de leur commune pour prendre part aux décisions politiques (dont 21 % « certainement » et 41 % « peut-être »), cette part diminue à mesure que s'élargit l'échelle géographique, pour tomber à 31 % à l'échelle nationale. La part des personnes prêtes à s'investir est plus importante chez les « progressistes verts », les « décroissants » et, de manière moins nette chez les « identitaires-souverainistes ». Ces chiffres en demi-teinte sont à relativiser à partir des réponses à la question de **l'usage qui serait fait du surcroît de temps disponible** si les journées en venaient à compter 25 heures et les semaines 8 jours. Les répondants pouvaient choisir jusqu'à 3 domaines prioritaires parmi les 16 qui leur étaient proposés. « *Vous impliquer dans la vie politique* » se classe en dernière position, avec seulement 3 % en cumul des trois choix, au coude à coude avec « *Vous impliquer dans la vie de votre quartier* ». « *Vous investir dans la vie associative* » et « *Vous engager pour une cause, aider les autres* » font à peine mieux (7 %, 11^{ème} et 12^{ème} positions). Ces quatre modalités d'engagement sont en outre en recul par rapport à 2019. Même constat au vu des réponses à la question qu'est-ce qui « *résume le mieux une vie réussie ?* » : « *l'engagement dans une cause qui donne un sens à la vie* » se classe en dernier.

A la recherche d'un socle consensuel : les convergences sur ce qui est rejeté

Il y a également des dimensions faisant l'objet d'un consensus dans le rejet. Le tableau ci-dessous liste à partir des 3x18 propositions décrivant les trois modèles de société, les 20 les plus mal notées.

Les 20 propositions les plus mal notées

Propositions relatives à la société éco-solidaire	Propositions relatives à la société <i>identitaire-sécuritaire</i>	Propositions relatives à la société <i>techno-libérale</i>
---	--	--

	Notes moyennes	% de détracteurs	% de supporters
Au moyen du génie génétique, il est désormais possible pour les parents de choisir certaines des caractéristiques physiques et mentales des enfants à naître.	-2,7	56%	6%
Une révision de la constitution permet au Président de prendre plus de décisions importantes sans contrôle du parlement, sans exclure un plus grand recours aux référendums ou au plébiscite, au risque de menacer la justice et l'indépendance de la presse.	-1,7	40%	9%
Les chaînes de l'audiovisuel public (radio et TV) sont supprimées ou privatisées. Il n'y a pas de contrôle de l'information sur Internet et les réseaux sociaux. La liberté d'expression est totale (y compris propos sexistes ou racistes).	-1,6	41%	12%
En combinant génie génétique, implantations de composants électroniques dans le corps et pose de prothèses, l'espérance de vie en bonne santé se rapproche progressivement de 150 ans.	-0,9	31%	13%
L'intervention de l'État se concentre sur les fonctions régaliennes (police, justice, défense). Les impôts sont en baisse ainsi que les dépenses publiques. Il revient à chacun, de manière volontaire, d'acheter auprès d'acteurs privés les prestations qui ne sont plus fournies par les services publics (éducation, santé...).	-0,8	27%	13%
Une part importante de la consommation transite par les plateformes numériques (sites de e-commerce, places de marché...) exploitées par les très grandes entreprises de la haute technologie. La personnalisation des produits et des services est très fortement accrue grâce aux intelligences artificielles capables d'anticiper les besoins et préférences de chacun.	-0,8	25%	10%
La conquête de l'espace progresse. L'objectif principal est l'exploitation de nouveaux gisements de matières premières, et, à terme, la colonisation d'autres planètes.	-0,7	27%	13%
Le cœur de l'économie repose sur quelques grandes entreprises mondiales spécialisées dans la haute technologie et d'un très grand nombre de start-ups innovantes.	-0,7	23%	10%

La transition de genre (un homme qui devient femme ou une femme qui devient homme) est désormais interdite.	-0,6	32%	21%
L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes.	-0,6	31%	20%
La technologie permet de limiter les dégâts sur l'environnement et le climat causés par la poursuite de la croissance économique, notamment par le remplacement de matières naturelles par des matières artificielles, y compris dans l'alimentation.	-0,4	23%	14%
La croissance économique est forte grâce à la vigueur de l'innovation. Le pouvoir d'achat augmente à un rythme soutenu. Certains en profitent plus que d'autres et les inégalités se creusent.	-0,4	21%	14%
Chaque citoyen se voit attribué un quota carbone pour une durée de 10 ans qui fixe une limite à ses consommations les plus émettrices de CO2 (déplacement en avion, consommation de viande...). La part de quota qui n'a pas été utilisée peut être revendue.	-0,4	24%	16%
La consommation des protéines végétales est encouragée au détriment de la consommation de viande.	-0,2	23%	19%
Les progrès de la science et de la technologie ne sont pas entravés par la réglementation. Le principe de précaution est remplacé par un principe d'innovation.	-0,2	17%	11%
De nombreuses réglementations ou normes qui régulent la vie quotidienne sont supprimées ou simplifiées pour faciliter les initiatives individuelles et collectives. L'environnement réglementaire est cependant moins protecteur des individus.	-0,2	14%	12%
Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations.	-0,1	19%	16%
Une majorité des actifs ne sont plus salariés mais indépendants, auto-entrepreneurs ou profession libérale. Ils sont libres de travailler quand ils le veulent, comme ils le veulent, pour qui ils veulent... mais la protection sociale n'étant plus obligatoire, ils doivent cotiser de manière volontaire auprès d'organismes privés (santé, retraite, chômage...).	-0,1	20%	17%
Pour favoriser l'économie française et l'indépendance vis-à-vis du reste du monde, les importations de produits venus de l'étranger sont fortement taxées et diminuent. En conséquence les prix des biens de consommation augmentent.	-0,1	18%	15%
La mondialisation économique et politique s'est approfondie et des institutions mondiales mettent en œuvre des lois et des politiques planétaires favorisant les échanges et la croissance.	0,0	15%	12%

Source : © L'ObSoCo, mars 2026

Une seule proposition réunit une majorité de détracteurs parmi l'ensemble des répondants : la possibilité pour les parents, au moyen du génie génétique, de choisir certaines des caractéristiques des enfants à naître. Un rejet à rapprocher de celui – un peu moins franc – de la perspective d'allonger substantiellement l'espérance de vie au moyen de manipulations génétiques et de l'implantation de composantes électroniques dans le corps (31 de détracteurs pour 13 % de supporters). C'est clairement **l'altération de l'humain par la technologie qui est rejetée**. Dans une certaine limite... Plus de 60 % de nos concitoyens se disent ouverts à l'idée de se faire greffer un implant dans le cerveau qui permettrait de traiter ou de prévenir les maladies dégénératives. Mais il s'agit là d'une technologie au service de la « réparation ». Lorsqu'il s'agit d'« augmenter » l'humain – ici par la greffe d'implants qui rendraient le cerveau plus performant - cette part tombe à 26 %.

Deux autres propositions réunissent près de 40 % de détracteurs (et au plus 12 % de supporters) : la suppression ou la privatisation de l'audiovisuel public et l'instauration d'une liberté d'expression débridée, ainsi que la réforme constitutionnelle qui reviendrait à donner plus de pouvoir discrétionnaire au Président de la République. Ce dernier point, rassurant, est conforté par les réponses à la question relative au système politique idéal : seuls 7 % des répondants ont choisi (en cumul des 2 choix) « *un système où les décisions sont prises de manière autoritaire par un leader politique populaire, pas nécessairement élu* », qui se place en dernière position de l'ensemble des systèmes présentés. Cette part, qui se situe dans le même étiage auprès des personnes se positionnant « très à droite », atteint cependant 12 % chez les « progressistes verts ». **Les Français semblent donc attachés à la démocratie**, en dépit du fait qu'ils se rejoignent aussi pour penser qu'elle ne fonctionne pas bien en France, une opinion particulièrement présente chez les « réactionnaires », et parmi les personnes se situant aux extrémités de la palette des sensibilités politiques et celles ne se reconnaissant dans aucune tendance ou ne s'intéressant pas à la politique.

Le point de vue de Philippe Moati

Les résultats de cet Observatoire confortent le diagnostic – maintes fois établi - d'une France fracturée. Cette fracture s'observe d'abord du point de vue des préférences exprimées à l'égard des trois modèles de sociétés qui ont été soumis à l'évaluation des Français ayant participé à l'enquête. Elles donnent l'image d'une France composée de deux grands blocs adhérant à des modèles de société presque diamétralement opposés – le modèle « éco-solidaire » et le modèle « identitaire sécuritaire » - et qui ravivent le clivage droite-gauche tant **la sensibilité politique est étroitement liée aux préférences exprimées**. Les préférences sont également très clivées selon l'âge des répondants, clivage que l'on retrouve dans beaucoup d'autres thèmes abordés dans l'enquête. Il vient conforter les analyses pointant la distance qui séparerait, voire le conflit qui opposerait, les jeunes (les « millenials », et surtout la « Gen'z ») à leurs aînés (particulièrement les « boomers »). Point commun entre les Français composant ces deux blocs : le peu d'attrait pour le modèle de société « techno-libérale », qui est pourtant celui qui est le plus proche de la trajectoire que suit la société contemporaine.

Dans ce bref commentaire, je vais tenter de **nuancer le diagnostic de fracture, sans pour autant en minimiser la réalité**. D'une part, je vais insister sur un point que souligne le rapport : les préférences ne sont pas si tranchées que pourrait le laisser penser une lecture superficielle des résultats. D'autre part, on relève un certain nombre de points de convergence, voire de relatif consensus, un socle commun qui, sans constituer un modèle de société complet, pourrait alimenter la feuille de route des responsables politiques de quelque bord que ce soit.

La profondeur des oppositions est à relativiser

Certes les deux modèles de société autour desquels s'agrègent de manière équilibrée les préférences de la majeure partie des Français paraissent opposées, voire irréconciliables tant elles renvoient à des valeurs, des visions et des rapports au monde différents. Pourtant, l'analyse qui est menée qui consiste à prendre en compte l'intensité des adhésions et des rejets relatifs à ces trois modèles de société au travers de l'identification de « supporters » et de « détracteurs » révèle que **« les trois modèles de société testés n'engendrent « ni enthousiasme massif, ni ferme rejet »**. Peut-être n'avons-nous pas su identifier les modèles les plus pertinents par rapport à l'état des opinions des Français. Peut-être aussi ces derniers n'ont-ils pas d'idées bien arrêtées de ce que à quoi ressemblerait la société dans laquelle ils aimeraient vivre. La typologie des Français qui a été construite sur la base du détail de l'évaluation par chaque répondant des trois modèles me semble ne faire apparaître que **deux groupes affichant des préférences à la fois très cohérentes et très marquées (les « réactionnaires » et les « décroissants »**). Ensemble, ils représentent 15 % de l'ensemble de la population. Les autres affichent des préférences plus nuancées, qui les rapprochent parfois les uns des autres. En fait, le rapport montre **bien l'importance de la porosité des préférences entre les trois modèles de sociétés**, qui a été rendue visible par le choix de demander à chaque répondant d'évaluer une à une chacune des 18 propositions décrivant chacun des modèles de société. C'est ainsi que des éléments de relatif consensus peuvent être identifiés.

Un pessimisme largement partagé

Un premier point réunit très largement les Français : le pessimisme, la difficulté à se projeter dans un avenir désirable, qui semble s'être intensifié au cours des années récentes. Pour les uns, ce pessimisme se nourrit des craintes que suscite la crise écologique ; pour les autres, il repose d'abord sur un sentiment d'insécurité et d'une peur relative à la dilution de l'identité nationale.

Ce pessimisme a plusieurs causes. Comme le montre l'approche des dystopies conduite dans l'enquête, il se nourrit de la perception aigüe des risques globaux (terrorisme, catastrophes naturelles, guerre mondiale...) et de l'incapacité des régulations à y faire face. On peut y voir aussi de **la montée des incertitudes portant sur les épaules des personnes, conséquence notamment de l'approfondissement du processus d'individuation**, dont la contrepartie serait à la fois le désarroi face au déficit de clé de lecture de la marche du monde et une certaine perte de la sécurité qu'offre le collectif. Être en mesure de se construire un « soi » solide et validé socialement n'est pas donné à tout le monde tant cela réclame des ressources inégalement accessibles. Une construction identitaire fragile peut conduire à la « fatigue d'être soi »¹¹.

L'enquête livre des résultats intéressants à cet égard. On y apprend que 63 % des Français interrogés déclarent souffrir d'au moins un trouble psychologique parmi ceux qui leur était présentés (17 % de dépression, 33 % de déprime, 46 % d'anxiété, 55 % de stress...), **une proportion qui dépasse les 70 % chez les moins de 35 ans**. Ces chiffres sont à mettre en parallèle des 42 % de répondants qui reconnaissent ne pas mener la vie qu'ils avaient choisie, de ne pas avoir suffisamment pris sur leur existence. Cette part atteint 59 % chez les personnes en charge d'une famille monoparentale, 64 % chez les chômeurs, 64 % chez ceux qui n'ont aucun patrimoine, et même 80 % parmi les personnes associées au plus haut niveau de contrainte budgétaire (« *on ne s'en sort vraiment pas* ») témoignant du fait que le mal être découle souvent du sentiment d'exclusion de l'emploi, de la consommation, voire, plus généralement, de la vie sociale. L'enquête met également en lumière qu'une **proportion importante de Français ont le sentiment de ne pas être respectés**, proportion très importante lorsqu'il s'agit des relations avec l'Etat, mais également, pour 26 % des répondants, de ne pas être respectés par « les gens en général ». Et ces variables sont corrélées entre elles ainsi qu'avec le niveau de satisfaction à l'égard de l'existence. Elles soulignent **l'urgence qu'il y a à réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour « encapaciter » les individus, pour donner à ceux qui en manquent les moyens de s'assumer comme individus**.

Enfin, nous sommes également tentés de rapprocher le pessimisme ambiant des conséquences du tournant néo-libéral pris par le capitalisme dès les années 1980 et qui a mis à mal l'idée – qui remonte à Adam Smith et sa « main invisible » – selon laquelle le progrès économique induirait ipso facto le progrès social. Les Français interrogés se montrent d'ailleurs critiques du modèle de développement contemporain. Si pour beaucoup la flèche du progrès s'est retournée, c'est parce qu'ils éprouvent un **sentiment de perte** – parfois par rapport à un passé idéalisé -, notamment sur le front des acquis sociaux, de la précarisation du travail et du durcissement de ses conditions d'exercice, de la dynamique perçue du pouvoir d'achat et de l'accès aux modes de consommation qui paraissent être la norme, de la montée des inégalités... Il y a aussi le ressenti de la dégradation de la qualité des services public, alors que l'enquête confirme qu'ils sont désignés de manière consensuelle – l'hôpital et l'école en tête - comme devant bénéficier d'un fléchage prioritaire des dépenses publiques.

¹¹ Ehrenberg [1998].

Il est significatif que le modèle « techno-libéral » ne suscite l'adhésion que d'une très faible proportion de Français. Le fait qu'il semble correspondre à la trajectoire que suit la France (et une large partie du monde) n'est sans doute pas pour rien dans le pessimisme ambiant, ainsi que le très fort niveau de défiance dont font montre les Français à l'égard des acteurs économiques et politiques qui pilotent le « système ».

La tentation du repli sur soi

Cette crainte du futur – qui est aussi la manifestation d'un **déficit d'utopies** – favorise la tentation du repli sur soi. Il s'observe à différentes échelles. Par rapport à la mondialisation qui favorise la tentation protectionniste ou, à tout le moins, un désir de relocalisation de l'activité économique pensée comme un moyen pour la France de retrouver davantage de souveraineté et/ou de favoriser la transition écologique et de « réencastrier » l'économie.

Si les Français restent divisés par rapport à la perspective universaliste, l'enquête révèle un recul en la matière par rapport à ce qui était mesuré en 2019. De la même manière, s'ils demeurent majoritairement ouverts à l'altérité et à la diversité, un recul est ici aussi observé. Enfin le repli sur soi s'observe par rapport aux priorités données à l'existence, très tournées vers soi et le cercle étroit des très proches. A cet égard, il est frappant de constater que les propositions portant sur les modes de vie et de consommation font partie des mieux évaluées, alors que celles évoquant des limites ou des renoncements par rapport à des dimensions des modes de vie auxquels une part importante des Français sont attachés ont été évaluées négativement.

Pour des modes de vie apaisés

Les Français sont nombreux à aspirer à des modes de vie apaisés. La vitesse à laquelle le monde change est jugée trop rapide au point que beaucoup reconnaissent avoir du mal à s'adapter. **61 % aspirent ainsi à ralentir**. En matière de consommation, un certain consensus émerge autour du désir de consommer moins mais mieux, d'autoproduire une part plus importante de ce qui est consommé, de donner davantage de place à la consommation collaborative (seconde main, économie du partage...). Ces aspirations s'inscrivent dans un imaginaire valorisant la proximité et le contact avec la nature. Sur ce dernier point, il est frappant de constater la force de l'appétence que manifestent les Français à l'égard de la nature – et le fort niveau d'adhésion au modèle de société éco-solaire - et le peu d'écho que trouve l'écologie politique dans l'opinion. Sans doute cette dernière n'a-t-elle su valoriser les gains que la transition écologique est susceptible d'apporter sur le plan de la qualité de vie.

L'exigence de sécurité et du respect des règles

L'attente de plus de sécurité fait partie des points faisant consensus. Elle manifeste probablement la demande de rassurance face au pessimisme ambiant autant que comme un ingrédient des modes de vie apaisés dont il vient d'être question.

Elle s'inscrit plus globalement dans une attente largement partagée d'un socle commun de règles et de valeurs, respecté par chacun, favorisant le vivre ensemble. Ça n'implique pas nécessairement la fermeture aux autres cultures et l'hostilité à l'égard de l'étranger. Les Français apparaissent même comme étant attachés au droit pour chacun de vivre et d'exprimer sa différence. **Subtil équilibre, donc, entre la force**

des valeurs individualistes et la réaction au ressenti d'un déficit de cohésion sociale. On peut lire dans la force de cette attente d'un retour à un certain ordre moral, ainsi le suggère Marcel Gauchet¹², une réaction à l'avènement d'une société multiculturelle et/ou hyperindividualiste dont le socle unificateur (tel que le sentiment patriotique aux Etats-Unis) n'est pas suffisamment solide pour contenir le ressenti des forces centrifuges.

L'enquête confirme que l'immigration est un sujet clivant pour lequel l'opposition gauche/droite trouve toute sa pertinence. L'opposition à l'immigration résonne avec le désir de normes et valeurs partagées et respectées, ainsi qu'avec l'attente de plus de sécurité qui fait qu'on la retrouve, mais de manière plus nuancée, auprès d'une part significative des personnes se positionnant à gauche ou au centre. Pour beaucoup, c'est apparemment moins le rejet de l'étranger, ni même la fermeture à la diversité culturelle, qui est en jeu, mais de nouveau ce désir de voir la société fonctionner sur la base d'un socle de valeurs partagées et dûment respectées. A cet égard, la dernière vague de l'Eurobaromètre de la Commission européenne indique que si une courte majorité de Français est défavorable à l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE, près des deux tiers affichent un sentiment positif à l'égard de l'immigration en provenance d'autres Etats membres de l'UE.

Un attachement à l'égalité, mais...

Il ressort également de l'enquête que le désir d'égalité reste très présent dans la société française, même s'il apparaît globalement en recul par rapport à 2019. Le désir de solidarité à l'égard des plus défavorisés s'étoilent alors que progresse l'adhésion aux fondements méritocratiques des inégalités. Mais ce désir d'égalité se combine au sentiment d'être victime d'un système qui profite d'abord aux autres : aux immigrés qui profitent du système social national, aux bénéficiaires du RSA qu'on l'on voudrait bien mettre au travail, aux très hauts salaires auxquels on souhaiterait imposer des limites, aux femmes et hommes politiques qui œuvrent d'abord pour leurs intérêts personnels... Des inégalités qui, faute d'être perçues dans un cadre collectif (comme aux belles heures de la « lutte des classes ») sont, comme l'avance François Dubet¹³, source de ressentiment et contribuent à saper les bases de la cohésion nationale.

Le désir de se faire entendre

Les Français se rassemblent également autour du désir de faire entendre leur voix, de participer aux prises de décision et, plus général, de se sentir respectés. La démocratie est perçue comme dysfonctionnelle. Outre la mise en cause de l'intégrité et de la compétence du personnel politique, c'est la verticalité du pouvoir qui est pointée. Les Français sont manifestement en attente de davantage de prise en compte de leurs avis, via notamment le recours aux référendums. On retrouve ce désir de participation dans les préférences en matière d'organisation de la vie économique où les formes de gouvernance impliquant l'ensemble des parties prenantes (dont les salariés) arrivent en tête des préférences exprimées. Les personnes interrogées les

¹² Marcel Gauchet (2016).

¹³ Dubet F. [2019], Le temps des passions tristes. Inégalités et populisme, Seuil, coll. La République des idées, Paris. Voir aussi du même auteur, Tous inégaux, tous singuliers. Repenser la solidarité, Seuil, Paris, 2022.

jeunes en particulier) ont également assez massivement exprimé le désir de s'investir dans la vie publique, en particulier à l'échelle locale (quartier, commune).

Les esprits chagrins auront probablement relevé en plusieurs endroits de l'étude qu'il semble y avoir loin de la coupe de l'expression d'un désir de participation aux lèvres de la participation effective... Sans doute une autre manifestation du repli sur soi...

Un observatoire qui devrait être inspirant pour celles et ceux en charge des programmes politiques

En conclusion, cet observatoire regorge d'informations et d'analyses qui devraient nourrir l'élaboration des programmes que les candidats aux prochaines élections soumettront aux Français, notamment en s'intéressant à ce qui les réunit. Pour ma part, j'insisterais sur ce qui me semble être le détachement d'une grande partie des Français par rapport aux grandes postures idéologiques, aux grandes causes, aux projets collectifs mobilisateurs qui induirait une disposition à s'oublier en faveur du bien commun. Les résultats de l'observatoire convergent avec ceux d'autres études conduites à L'ObSoCo pour souligner l'attention portée par les personnes à leurs intérêts et à leur bien-être personnel. Leurs attentes apparaissent ainsi comme très concentrées sur l'accès aux conditions d'émancipation et sur la qualité de la vie au quotidien et les menaces qui pèsent sur elle. A cet égard, on ne peut que regretter que les gouvernements successifs n'aient jamais élaboré et suivi une véritable politique des modes de vie explicitement exprimée, dans laquelle les questionnements autour du rapport à la consommation tiendraient une place importante. Le « grand récit » tant attendu s'en trouverait sans doute quelque peu rabougri. Mais il serait sans doute plus facile à élaborer et plus efficace pour redonner un élan collectif.